SEYBOUSE times

Quotidien independant d'informations générales

N°4542 Jeudi 12 Novembre 2026 -Prix: 20 DA- www.seybousetimes.dz



LE PORT D'ANNABA ÉLARGIT SA CARTE DE CLIENTS :

7 300 TONNES DE CIMENT VERS LA CROATIE ET LE MONTÉNÉGRO

P. 05



UNION EUROPÉENNE :

L'UE RECULE ET DÉMENT TOUTE DEMANDE D'EXPLICATIONS À ALGER SUR LE NIGER

P. 02



COMMUNICATIONS ILLÉGALES ET ESPIONNAGE :

LA GENDARMERIE NATIONALE DÉMANTÈLE UN RÉSEAU, UN MAROCAIN PARMI LES ARRÊTÉS

P. 03



CONSTANTINE :

LE SUSPECT DU MEURTRE D'UN PHARMACIEN PLACÉ EN DÉTENTION



P. 04

RÉUNION DU GOUVERNEMENT :

LE DÉVELOPPEMENT DU TRANSPORT MARITIME ET DES MOYENS DE PAIEMENT ÉLECTRONIQUE



ANNABA :

LE WALI SE REND AU SERVICE D'HÉMATOLOGIE DE L'HÔPITAL HAKIM-DORBAN POUR S'ENQUÉRIR DE LA PRISE EN CHARGE DES PATIENTS

P. 06



P. 06

ANNABA :

LE PORT D'ANNABA RENFORCE SON RÔLE STRATÉGIQUE DANS LES GRANDS PROJETS ET LA PROMOTION DES EXPORTATIONS HORS HYDROCARBURES

L'UE RECULE ET DÉMENT TOUTE DEMANDE D'EXPLICATIONS À ALGER SUR LE NIGER

Le porte-parole du Service européen pour l'action extérieure, Anouar El Anouni, est revenu devant les journalistes accrédités pour éteindre l'incendie allumé par ses propres déclarations.
Le message délivré tranche radicalement avec celui du 30 octobre : le déploiement de l'ANP au Niger ne concerne que les deux États signataires, et l'Europe n'entend formuler aucune exigence à ce sujet.

L'Union eUropéenne affirme respecter La soUveraineté aLgérienne

Le représentant du service diplomatique européen a employé une formule sans ambiguïté devant la presse : « L'Union européenne respecte pleinement la souveraineté des deux nations et n'a pas de volonté d'ingérence. » Une phrase pesée au mot près, destinée à solder une séquence devenue embarrassante pour les institutions européennes.
Sur le fond du dossier, le porte-parole a renvoyé la question aux seuls intéressés. « La décision algérienne de déployer des troupes au Niger relève de la relation bilatérale entre l'Algérie et le Niger », a-t-il déclaré, écartant toute compétence de Bruxelles sur un accord militaire conclu entre deux capitales africaines. L'argumentaire développé dix jours plus tôt, qui évoquait la nécessité de connaître le fondement juridique de la mission, a disparu du discours.
Ce recul s'explique par l'ampleur des réactions qu'avait déclenchées la sortie initiale. En Algérie, l'ancien ministre Abdelaziz Rahabi et le Parti des travailleurs avaient dénoncé une démarche attentatoire à la souveraineté, comme l'avaient rapporté les premières réactions à la demande européenne d'éclaircissements.

aUcUne demande d'expLication n'a été adressée à aLger ni à niamey

Le porte-parole est allé plus loin en niant l'existence même d'une quelconque sollicitation officielle. « L'Union européenne précise qu'elle n'a, et ce, à aucun moment, eu l'intention de demander à l'un ou à l'autre de ses deux partenaires des clarifications sur leur engagement bilatéral », a-t-il insisté. Une rétractation qui valide, de fait, la version défendue par Alger.
Car dès le week-end précédent, les autorités algériennes avaient coupé



court. L'APS avait démenti l'existence de toute note verbale ou démarche écrite émanant de Bruxelles, soulignant qu'une telle initiative, si elle avait existé, se serait heurtée à un refus immédiat. Les sources citées mettaient également en doute la qualité institutionnelle dans laquelle le responsable européen s'était exprimé.
La riposte institutionnelle s'est prolongée du côté du Parlement. Le bureau du Conseil de la nation a adressé un recadrage sévère aux instances européennes le jour même de la mise au point bruxelloise, rappelant que l'Algérie ne tolère aucune injonction extérieure sur ses choix stratégiques.

Le dépLoiement de L 'anp aU niger repose sUr Un cadre constitUtionneL vaLidé

L'engagement militaire algérien n'a rien d'improvisé. Les deux chambres du Parlement ont actionné l'article 91 de la Constitution et ont approuvé à l'unanimité l'envoi d'un détachement chargé de sécuriser les installations pétrolières nigériennes fin octobre. La mission reste strictement défensive, centrée sur la protection d'infrastructures énergétiques.
Cette opération s'inscrit dans un mémorandum d'entente signé entre Alger et Niamey, à la demande expresse des autorités nigériennes. Les intérêts algériens dans le secteur pétrolier du voisin méridional se sont nettement renforcés, Sonatrach ayant paraphé plusieurs protocoles avec la compagnie nationale SONIDEP en juin dernier.

BrUxeLLes mise désormais sUr Le diaLogUe aU saheL

L'institution européenne entend repartir sur de nouvelles bases. Elle assure vouloir préserver des relations équilibrées avec les deux partenaires africains, à travers des échanges respectueux menés à tous les niveaux de représentation. L'objectif revendiqué porte sur la sécurité, la stabilité et la prospérité dans la région sahélienne.
Cette séquence illustre la fermeté diplomatique adoptée par Alger ces derniers mois. Tebboune avait déjà exposé en octobre une ligne refusant tout alignement, détaillant la position algérienne sur le Sahel et les grandes puissances lors d'un entretien avec la presse nationale.

CONNECT :

ALGER COORDONNE AVEC L'ONUDC LA LUTTE CONTRE LE TERRORISME SAHÉLIEN



Alger a accueilli ce mardi le lancement officiel de la branche Afrique de l'Ouest et Sahel du cadre stratégique « CONNECT » de l'Office des Nations unies contre la drogue et le crime (ONUDC). Cette initiative de deux jours vise à renforcer la coopération contre le terrorisme et ses liens avec le crime transfrontalier.
Des délégations ministérielles, des experts, des diplomates et des bailleurs internationaux y participent. Les intervenants ont salué l'expérience de l'Algérie dans la lutte antiterroriste.

Une menace où terrorisme et trafics s'entremêLent

La directrice générale des relations multilatérales au ministère des Affaires étrangères, Baya Bensmaïl, a décrit un contexte sécuritaire régional « d'une extrême sensibilité ». Selon elle, le terrorisme au Sahel et en Afrique de l'Ouest s'appuie de plus en plus sur le crime organisé. Elle a cité le trafic de drogues et d'armes, la traite des êtres humains, les enlèvements contre rançon et l'exploitation illicite des ressources naturelles.
Cette imbrication donne à la menace une dimension qui dépasse les capacités de chaque État. Baya Bensmaïl a aussi jugé la coopération entre les services insuffisante. Elle se limite souvent à l'échange d'informations de base et ne débouche que ponctuellement sur des enquêtes et des opérations conjointes.

Un cadre adopté en 2024, désormais opérationneL

Le Groupe des pays africains à Vienne a adopté le cadre CONNECT en novembre 2024. Il a été présenté à New York en juillet dernier, lors de la Semaine des Nations unies contre le terrorisme. Le cadre entre désormais, depuis Alger, dans sa phase de mise en œuvre opérationnelle.
Il s'appuie sur la Charte des Nations unies et sur l'action collective multilatérale. L'Algérie estime que sa réussite repose sur trois principes : l'appropriation nationale et régionale, l'efficacité opérationnelle ainsi que l'approche globale.

des ateLiers techniqUes poUr passer à L 'action

Les participants travaillent sur des ateliers techniques portant sur la mise en service de plateformes opérationnelles multilatérales. Ces mécanismes doivent faciliter le partage d'informations en temps réel entre les polices, les douanes et les juridictions.
Les sessions visent aussi à adopter des feuilles de route et à désigner des coordinateurs régionaux pour chaque axe de surveillance.

L'approche aLgérienne : sécUrité, prévention et déveLoppement

Baya Bensmaïl a affirmé que la réponse sécuritaire ne suffit pas. Elle doit s'accompagner de prévention et du respect de la primauté du droit. Il faut aussi traiter les conditions favorables à l'extrémisme, notamment l'assèchement des sources de financement, en empêchant le versement de rançons aux groupes terroristes.
Elle a rappelé que l'Algérie, sous la conduite du président Abdelmadjid Tebboune, applique une approche globale reposant sur le principe des « solutions africaines aux problèmes africains ». Celle-ci couvre aussi le développement durable, la coordination du renseignement et l'accueil d'institutions continentales spécialisées.
Enfin, Brigitte Strobel-Shaw, directrice par intérim de la Division des affaires des traités de l'ONUDC, a présenté CONNECT comme un processus porté par les États africains. Elle a souligné l'importance de ce lancement pour intensifier les échanges d'informations et articuler les efforts nationaux et régionaux.

SEYBOUSE
Quotidien indépendant d'informations générales times

Edité par la S.A.R.L MEDIACOM PRESSE
Siège social : 46 Emir Abdelkader - Annaba

Directeur general : Bicha salim
Directeur de la publication : Noureddine Boukraa
Directrice de la rédaction : Bicha Bariza Nesrine
Tél/Fax : 038 45 58 35
Tél/Fax : 038 45 58 36
Tél/Fax : 038 45 58 37
Email: redactionseybouse@gmail.com

P.A.O SEYBOUSE Times
Site web: www.seybousetimes.dz
Email: redaction@seybousetimes.dz
contact@seybousetimes.dz
Facebook : SEYBOUSE TIMES
Impression : SIE Constantine
Diffusion : EURL K.D.P.A cité Benzekri Bât F N ° : 424 Constantine

Pour votre publicité, s'adresser à : l'Entreprise Nationale de communication d'Édition et de Publicité, Agence ANEP 01, AVENUE PASTEUR ALGER
TEL : 021 73 71 28
021 73 76 78
021 74 99 81
FAX : 021 73 95 59
Email : agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.

Les manuscrits, photographies ou tout autre document et illustration adressés ou remis à la rédaction ne seront pas rendus et ne feront l'objet d'aucune réclamation. Reproduction interdite de tous articles sauf accord de la rédaction

CommuniCations illégales et espionnage :

LA GENDARMERIE NATIONALE DÉMANTÈLE UN RÉSEAU, UN MAROCAIN PARMI LES ARRÊTÉS



Opération de saisie de matériel informatique menée par la Gendarmerie nationale à Tipaza.

La Gendarmerie nationale de Tipasa a mis un terme aux activités d'une organisation qui avait bâti, en toute clandestinité, son propre système de télécommunications. D'après le communiqué diffusé par le ministère de la Défense nationale (MDN), cette structure mettait des lignes sécurisées à la disposition de ses membres, en Algérie comme à l'étranger, et entretenait des échanges avec des parties étrangères hostiles. Un ressortissant marocain compte parmi les personnes arrêtées.

L'opération a été conduite par le service des recherches et investigations du groupement de la Gendarmerie nationale de Tipasa. Les enquêteurs ont identifié une véritable architecture technique, montée pour échapper aux dispositifs de contrôle en vigueur et masquer l'identité réelle des interlocuteurs.

Selon le MDN, ce réseau criminel organisé ne se contentait pas de contourner la réglementation sur les télécommunications. Les canaux qu'il exploitait servaient de support à une activité de renseignement au profit de parties étrangères hostiles. Autrement dit, des conversations sensibles transitaient par des lignes totalement invisibles pour les opérateurs légaux.

La présence d'un étranger au sein du groupe n'a rien d'inédit dans ce type de dossiers. En juillet dernier, les services de sécurité de l'armée avaient déjà interpellé six membres d'une cellule du MAK à Tizi Ouzou, dont quatre Marocains en situation irrégulière.

Un ma térieL éLectroniqUe sophistiqUé saisi Lors des perqUisitions

Le bilan matériel de l'opération illustre le niveau d'équipement du groupe. Vingt-deux boîtiers destinés à basculer les appels téléphoniques vers Internet ont été récupérés, ainsi que dix-neuf téléphones portables. S'y ajoutent de nombreuses puces appartenant à l'ensemble des opérateurs mobiles du pays. Le matériel informatique saisi complète ce tableau, aux côtés d'une voiture de tourisme et d'une somme de 95 millions de centimes en espèces. Ces liquidités laissent supposer une activité rémunératrice, les services de ce type étant habituellement facturés à ceux qui cherchent à communiquer sans laisser de trace.

La conversion d'appels vers le protocole Internet est au cœur du procédé. Elle permet de faire disparaître l'origine géographique d'une communication et rend le suivi par les autorités extrêmement difficile. C'est précisément cette technologie détournée qui conférait au groupe son avantage opérationnel.

Le mdn réaffirme La vigiLance de L'armée na tionaLe popULaire

Dans son communiqué, le ministère souligne que cette intervention confirme une nouvelle fois l'état de préparation des différentes composantes de l'Armée nationale populaire. L'institution militaire insiste sur sa capacité à répondre à l'ensemble des menaces criminelles pesant sur le territoire.

Le texte évoque également les plans hostiles visant le pays, formule régulièrement employée dans ce genre de communications officielles. L'accent mis sur la dimension étrangère du dossier distingue nettement cette affaire d'une simple fraude aux télécommunications.

Les personnes interpellées devront répondre de leurs actes devant la justice. Le volume de matériel confisqué, tout comme la somme retrouvée en liquide, suggère que les investigations pourraient encore s'élargir. À l'image de l'enquête ouverte à Annaba, où les gendarmes avaient lancé un appel à témoins dans une affaire d'escroquerie et de transferts de capitaux, les suites judiciaires peuvent révéler de nouveaux ramifications.

Constantine :

LE SUSPECT DU MEURTRE D'UN PHARMACIEN PLACÉ EN DÉTENTION

Le juge d'instruction près la cour de Constantine a ordonné le placement en détention provisoire du suspect dans le meurtre d'un pharmacien, identifié par ses initiales N.M. Le crime a eu lieu dans le quartier Daksi Abdesselam.

Le parquet du tribunal de Constantine a communiqué ces informations. Le suspect présenterait des signes de trouble psychique, selon le communiqué. Une expertise psychiatrique est demandée.

Le 8 novembre 2026, les services de sécurité ont reçu un signalement faisant état de la découverte du corps du pharmacien, à 14h31. La victime présentait des blessures graves, causées par une arme blanche. Les faits se sont produits dans le quartier Daksi Abdesselam, à Constantine.

La police judiciaire s'est rendue sur place avec le procureur de la République. Elle a lancé les investigations pour établir les circonstances exactes du crime.

arrest a tion dU sUspect et oUvertUre d' Une instrUction poUr assassina t

Les premières recherches ont permis d'identifier le suspect. Il s'agit d'un homme de 27 ans, désigné par les initiales N.M.S. Les policiers l'ont arrêté alors qu'il montrait des signes de trouble psychique, selon le parquet.

Après l'enquête préliminaire, la police a présenté le suspect au parquet, qui a requis l'ouverture d'une instruction pour assassinat. Il a demandé un mandat de dépôt ainsi qu'une expertise judiciaire, mentale et psychologique.

Le juge d'instruction a entendu l'accusé lors de sa première comparution avant d'ordonner son placement en détention provisoire.

Le snapo condamne et réclame pLUs de sécUrité

Le Syndicat national des pharmaciens d'officine (SNAPO) a réagi par un communiqué. Il condamne cet acte criminel et rejette toute agression contre des professionnels de santé dans l'exercice de leur métier. Il exprime son soutien à la famille de la victime.

Le syndicat juge l'affaire plus large qu'un simple fait divers. Il rappelle qu'une officine reste ouverte et accessible, sans filtre à l'entrée, et que son titulaire se retrouve parfois seul face à des situations explosives.

Le SNAPO demande aux pouvoirs publics de déployer rapidement des dispositifs de sécurité autour des pharmacies et de leurs employés. Il estime que, sans cela, la continuité du service est menacée. Le syndicat rappelle que les officines assurent une mission de santé publique, y compris la nuit et les jours fériés.

Une pLa teforme de contrÔLe des psychotropes



récLamée

Le syndicat remet aussi une revendication sur la table : le lancement de la plateforme numérique de contrôle des ordonnances de médicaments psychotropes, prévue par l'article 8 bis de la loi n° 23-05. Son déploiement se fait toujours attendre.

Selon le SNAPO, cette plateforme permettrait de mieux tracer les délivrances et de contrer les fausses ordonnances. Elle offrirait aussi aux pharmaciens une protection juridique face aux pressions subies au comptoir.

BlanChiment d'argent :

LA VENTE DE MÉTAUX PRÉCIEUX AUX PERSONNALITÉS POLITIQUES SOUMISE À AUTORISATION

Les commerçants de pierres précieuses et de métaux précieux en Algérie doivent redoubler de vigilance avant d'établir une relation commerciale avec certains clients. La Direction générale des impôts (DGI) a précisé les règles applicables aux transactions impliquant des personnes exposées politiquement (PEP), notamment en ce qui concerne l'autorisation préalable exigée par la réglementation. Une clarification qui lève une ambiguïté sur l'autorité habilitée à donner son accord, sans pour autant alléger les obligations de contrôle imposées aux professionnels du secteur.

personnes exposées poLitiqUement qUi doit aUtoriser Les ventes de mét aUx précieUx en aLgérie ?

Dans un nouveau bulletin explicatif, la Direction générale des impôts, relevant du ministère des Finances, revient sur les conditions à respecter avant d'entamer ou de poursuivre une relation d'affaires avec une personne exposée politiquement.

Cette intervention fait suite à une différence de formulation entre deux textes réglementaires encadrant les obligations des commerçants de pierres précieuses et de métaux précieux.

D'un côté, l'article 7 bis 1 de la loi n° 05-01 du 6 février 2005 relative à la prévention et à la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme prévoit l'obtention d'une autorisation préalable auprès de l'organe décisionnel de la personne morale concernée.

De l'autre, l'article 15 de l'annexe de la décision du 3 juillet 2025, portant règlement de prévention et de lutte contre le blanchiment d'argent, le financement du terrorisme et le financement de la prolifération des armes de destruction massive, évoque l'accord de l'autorité spécialisée ou de la Direction générale des impôts, selon le cas.

Pour lever cette ambiguïté, la DGI rappelle un principe juridique. Les dispositions réglementaires doivent respecter les dispositions de la loi, qui leur est supérieure dans la hiérarchie des normes.

Ainsi, lorsqu'un commerçant exerce sous la forme d'une personne morale. Notamment une société ou une entreprise disposant d'un organe décisionnel compétent, l'autorisation préalable doit émaner de cet organe. Celui-ci intervient conformément aux statuts de l'entreprise et à ses procédures internes.

personnes exposées poLitiqUement qUeLs cLients sont concernés par Les contrÔLes ?

La DGI précise que l'accord de l'autorité spécialisée ou de l'administration fiscale ne peut pas se substituer à cette autorisation interne ni la rendre facultative.

En revanche, lorsqu'un professionnel exerce individuellement en tant que personne physique, sans déléguer son pouvoir de décision à d'autres personnes, il lui revient de prendre lui-même cette décision.

La réglementation ne vise pas uniquement les responsables politiques en exercice. La catégorie des personnes exposées politiquement englobe également les individus ayant occupé des fonctions publiques importantes, en Algérie ou à l'étranger.

Elle comprend notamment :

- Les chefs d'État et de gouvernement ;
- Les responsables politiques de haut rang
- Les hauts responsables gouvernementaux et judiciaires ;
- Les dirigeants des entreprises publiques ;
- Les hauts responsables des partis politiques
- Les membres de la haute direction des organisations internationales. Notamment les directeurs, directeurs adjoints et membres des conseils d'administration.

En revanche, les personnes occupant des fonctions intermédiaires ou subalternes au sein de ces organisations ne relèvent pas automatiquement de cette classification.

Le dispositif s'étend également aux bénéficiaires effectifs, aux membres de la famille des personnes concernées. Et aux individus qui entretiennent avec elles des liens étroits.

Les commerçants doivent donc vérifier si leur client, son représentant ou le bénéficiaire réel de la transaction appartient à l'une de ces catégories.

soUrce des fonds et sUrveiLLance continUe Les aUtres oBLiga tions des commerÇants

L'autorisation préalable ne constitue qu'une partie des obligations imposées aux professionnels. Les lignes directrices de la DGI prévoient également des mesures de vigilance renforcée avant et pendant toute la relation commerciale.

Les commerçants doivent notamment prendre les mesures raisonnables pour identifier l'origine des fonds et du patrimoine de leurs clients, évaluer les risques associés et examiner attentivement les opérations réalisées.

Cette surveillance doit se poursuivre tout au long de la relation d'affaires. Les professionnels doivent également conserver une trace écrite des vérifications effectuées et des décisions prises. Notamment concernant l'acceptation ou la poursuite d'une relation commerciale avec une personne exposée politiquement.

Par ailleurs, ces obligations ne prennent pas automatiquement fin lorsque le client quitte ses fonctions publiques. Les mesures de vigilance renforcée doivent rester en vigueur aussi longtemps que les risques associés à son profil persistent.

RÉUNION DU GOUVERNEMENT

LE DÉVELOPPEMENT DU TRANSPORT MARITIME ET DES MOYENS DE PAIEMENT ÉLECTRONIQUE AU MENU



Le Premier ministre, M. Sifi Ghrieb, a présidé, mercredi, une réunion du Gouvernement consacrée à l'étude d'exposés relatifs au développement du transport maritime et la modernisation de sa flotte, ainsi qu'à la modernisation des moyens de paiement électronique, indique un communiqué des services du Premier ministre. "Le Premier ministre, M. Sifi Ghrieb a présidé, ce mercredi 11 novembre 2026, une réunion du Gouvernement. A l'entame de la réunion, le Gouvernement a entendu une communication sur le dossier du développement du transport maritime et de la modernisation de sa flotte. Ce dossier, qui s'inscrit parmi les priorités nationales définies par Monsieur le Président de la République, complète les éléments de la stratégie nationale actuellement en cours de mise en œuvre, visant la modernisation et le développement des ports commerciaux. Elle repose sur une approche intégrée destinée à dynamiser ce secteur stratégique afin d'offrir des services de qualité conformes aux normes et standards internationaux, ainsi qu'à promouvoir les échanges dans le domaine du commerce extérieur, notamment les exportations, qui connaissent une croissance soutenue ces dernières années", note le communiqué. A cet égard, "ont été présentés les efforts déployés pour développer les infrastructures portuaires et les installations logistiques, ainsi que pour renouveler la flotte nationale de transport maritime de marchandises et de passagers", relève la même source.

Par ailleurs, et "dans le cadre de la modernisation des moyens de paiement électronique, le Gouvernement a entendu un exposé préliminaire sur l'état de mise en œuvre de la feuille de route y afférente, qui sera étudiée ultérieurement lors de la prochaine réunion du Gouvernement. L'exposé en question portait principalement sur l'adaptation du cadre réglementaire, le développement de solutions de paiement électronique, la digitalisation des flux de paiement, le développement des moyens de paiement électronique par secteurs, ainsi que la généralisation des solutions digitales dans divers secteurs d'activité et services publics", ajoute le communiqué.

DÉMARCHES ADMINISTRATIVES :

LES DOCUMENTS NUMÉRIQUES DE « DZAIR DIGITAL SERVICES » OFFICIELLEMENT RECONNUS

Une étape décisive vient d'être franchie dans le chantier de la modernisation de l'administration publique. Les documents administratifs délivrés par voie électronique via le Portail national des services numériques (Dzair Digital Services) sont désormais formellement acceptés et reconnus par l'ensemble des structures et institutions publiques.

L'annonce a été faite ce mardi à Alger par la ministre, Haut-Commissaire à la numérisation, Mme Meriem Benmouloud, lors d'une rencontre médiatique organisée par le HCN, en présence du ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, M. Mohamed Hattab, et de la ministre déléguée chargée des Collectivités locales, Mme Fouzia Naama.

Un cadre contraignant poUr mettre fin aU papier

Cette avancée fait suite aux directives du Premier ministre, M. Sifi Ghrieb, visant à conférer une pleine valeur juridique aux actes électroniques et à simplifier les procédures administratives. « La transformation numérique ne saurait se limiter à la délivrance de documents dématérialisés ; elle exige leur acceptation effective et obligatoire par l'ensemble des administrations », a souligné Mme Benmouloud.Cette disposition vise à mettre un terme définitif au maintien en parallèle des circuits papier et électroniques.Pour garantir le respect de cette mesure, un nouvel espace dédié a été intégré au portail Dzair Digital Services. Il permet aux citoyens de suivre le parcours de leurs documents, de vérifier leur prise en compte et, le cas échéant, d'introduire un recours ou une réclamation en ligne en cas de refus injustifié par une administration.

Une adoption massive en qUatre mois

Lancé en juillet dernier avec seulement 21 prestations, le Portail national connaît une progression rapide. Il comptabilise aujourd'hui 68 services disponibles, avec pour objectif de franchir le cap des 100 services publics d'ici la fin de l'année, dont 23 liés à l'émission de documents signés électroniquement.

Quatre mois après son inauguration, le bilan chiffré traduit une adhésion marquée. Le portail rassemble déjà plus de 2 millions d'utilisateurs inscrits, tandis que le volume de documents électroniques signés et délivrés a dépassé le seuil des 800 000 actes.

vers Le principe d'échange interinstitUtionneL

Intervenant à cette occasion, le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, M. Mohamed Hattab, a qualifié cette décision de « jalon majeur ». Il a plaidé pour un changement paradigmatique majeur : faire évoluer le système vers une administration proactive qui récupère et vérifie directement les informations auprès des services concernés, dispensant le citoyen de fournir des documents ou données déjà détenus par l'État.M. Hattab a rappelé que l'écosystème numérique de son secteur s'appuie désormais sur 38 plateformes proposant 256 télé-services répartis sur 13 organismes sous tutelle, dont 7 ont déjà été intégrés au Portail national.Il a enfin insisté sur la nécessité continue de renforcer la protection des données personnelles, la formation des compétences et la mise à niveau des infrastructures d'information.

CNAS

CAMPAGNE DE SENSIBILISATION SUR L'IMPORTANCE DE LA DÉCLARATION DES TRAVAILLEURS À LA SÉCURITÉ SOCIALE

La Caisse nationale des assurances sociales des travailleurs salariés (CNAS) a lancé, lundi, une campagne nationale de sensibilisation sur l'importance de la déclaration des travailleurs à la sécurité sociale, sous le slogan: "La déclaration des travailleurs... une protection de leurs droits".A ce propos, la chargée de l'information à la direction générale de la CNAS, Amel Noura, a indiqué à l'APS que cette campagne de sensibilisation, qui se poursuivra jusqu'au 25 novembre, s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre des instructions du ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, visant à "renforcer la couverture sociale et à intensifier les efforts de sensibilisation quant à l'importance de la déclaration des travailleurs à la sécurité sociale, en tant qu'obligation légale et moyen essentiel de garantir leur protection sociale".Elle a ajouté que cette campagne s'adresse aux employeurs et aux utilisateurs des différents secteurs d'activité, ainsi qu'aux travailleurs salariés, notamment ceux non déclarés et les nouvelles recrues, en sus des propriétaires de micro-entreprises et des opérateurs exerçant des activités commerciales, artisanales et agricoles, ainsi que ceux activant dans les secteurs de la pêche, des ports, du bâtiment et des travaux publics, des transports et des services.Parmi les objectifs de cette campagne, "l'ancrage de la culture de déclaration des travailleurs auprès de la sécurité sociale et la sensibilisation des employeurs à leurs engagements juridiques et à l'importance de respecter les délais de déclaration", en plus "d'informer les travailleurs de leurs droits sociaux et de la nécessité de s'assurer de leur situation vis-à-vis de la sécurité sociale". Il s'agit également de "rapprocher les services de la Caisse des catégoriques ciblées".La campagne vise, en outre, "à faire connaitre les services et procédures numériques consacrées aux employeurs, à contribuer à l'élargissement de la base de déclaration, à améliorer les indicateurs de couverture sociale et à renforcer la coordination avec les instances professionnelles".A cet effet, diverses activités ont été programmées, dont l'organisation de journées d'information et de portes ouvertes au niveau des agences de wilaya et des centres de paiement relevant de la Caisse, avec la consécration d'espaces à l'accueil des employeurs et travailleurs au niveau des sièges et structures de la Caisse, outre la tenue de rencontres techniques sur les procédures et délais de déclaration avec la fourniture d'explications pratiques sur les services numériques disponibles".

Des spots d'information, des affiches et des dépliants thématiques ont également été préparés parallèlement au lancement d'une campagne numérique via les pages officielles de la Caisse et de ses agences de wilaya, outre l'organisation de sorties de terrain et de proximité aux marchés, aux commerces, aux chantiers et zones d'activité économique.Il est prévu également de visiter les micro-entreprises, les artisans et les exploitations agricoles pour leur fournir les explications et les conseils nécessaires.

ACCIDENTS DE LA ROUTE

24 MORTS ET 1771 BLESSÉS EN UNE SEMAINE

Vingt-quatre (24) personnes sont décédées et 1771 autres ont été blessées dans 1467 accidents de la circulation survenus entre le 1er et le 7 novembre en cours dans plusieurs wilayas du pays, indique mardi un bilan hebdomadaire de la Protection civile.

Le bilan le plus lourd a été enregistré au niveau de la wilaya de Constantine avec 4 personnes décédées sur les lieux d'accident et 60 autres blessées, à la suite de 54 accidents de la circulation.

Par ailleurs, deux (2) personnes sont décédées asphyxiées par le monoxyde de carbone émanant d'appareils de chauffage et chauffe-eaux à l'intérieur de leurs domiciles dans les wilayas d'Alger et Djelfa, relève le bilan, qui note que les secours de la Protection civile sont intervenus pour prodiguer des soins de première urgence à 55 personnes intoxiquées par le monoxyde de carbone émanant des mêmes appareils dans plusieurs wilayas du pays.

Durant la même période, les éléments de la Protection civile sont également intervenus pour l'extinction de 720 incendies notamment urbains et industriels, dont les plus importants ont été enregistrés dans les wilayas d'Alger (108 incendies), Blida (43) et Oran (29).

7 300 TONNES DE CIMENT VERS LA CROATIE ET LE MONTÉNÉGRO

LE PORT D'ANNABA ÉLARGIT SA CARTE DE CLIENTS



Un cargo baptisé SAOURA a quitté le quai n° 11 du port d'Annaba ce mardi 10 novembre 2026 avec 7 300 tonnes de ciment dans ses cales. Destination : les chantiers croates et monténégrins. L'Entreprise portuaire d'Annaba (EPAN) signe ainsi une nouvelle percée commerciale vers les Balkans, un marché encore peu fréquenté par les cimentiers algériens. L'opération s'inscrit dans l'effort national de diversification des exportations hors hydrocarbures.

La marchandise a été conditionnée en big bags, ces grands sacs industriels devenus la norme pour le transport maritime du liant hydraulique. Pour tenir les délais imposés par le client étranger, la direction portuaire a déployé ses brigades de quai ainsi que ses moyens de levage. Le navire a été traité sans temps mort notable.

Le port d'annaBa éLargit sa carte des cLients étrangers

Ce chargement vers l'Adriatique prolonge une série déjà bien nourrie. Fin septembre, le même terminal avait vu partir 26 000 tonnes de ciment en direction des États-Unis, pour le compte d'un opérateur privé. L'Atlantique Nord et la Méditerranée orientale figurent désormais dans le même carnet d'adresses.

L'été précédent avait déjà donné le ton. Deux navires avaient embarqué, fin juin, plus de 38 000 tonnes de ciment blanc vers l'Espagne et les États-Unis en quelques heures seulement. Entre Philadelphie, West Palm Beach et Almeria, le terminal annabi a démontré sa capacité à gérer des flux simultanés.

Un raccordement ferroviaire reliera quatre cimenteries au terminal

Les autorités veulent désormais régler le maillon faible de la chaîne : l'acheminement terrestre. Un programme de modernisation des accès prévoit de connecter directement le port au rail. L'objectif consiste à alléger la pression exercée sur les routes nationales par les convois de camions.

Quatre sites industriels de l'Est algérien sont visés par ce maillage. On y retrouve Hadjar Soud à Skikda, Aïn El Kebira du côté de Sétif, l'unité de Sigus dans la wilaya d'Oum El Bouaghi, ainsi que Hamma Bouziane près de Constantine. Ces usines alimentent déjà une bonne partie des volumes exportés depuis la façade est du pays.

La proximité entre ces bassins de production et les quais joue un rôle décisif. Le voisin skikdi exploite d'ailleurs la même logique : son port avait traité en septembre dernier près de 19 000 tonnes de ciment et de clinker destinées à l'Italie et à la Libye, répartis sur trois quais.

Un appontement dédié aU cLinKer et aU ciment ensaché

À l'intérieur de l'enceinte portuaire, les travaux découlent d'arbitrages rendus en mars dernier, sous la houlette du secrétariat général de la wilaya d'Annaba. Trois chantiers sont inscrits au programme : la réhabilitation d'une zone de déchargement, le creusement d'une trémie enterrée et l'affectation exclusive d'un poste à quai.

Ce dernier sera réservé au traitement du vrac et des sacs. Spécialiser les infrastructures permet de raccourcir les escales et d'augmenter les cadences. Un enjeu de compétitivité face aux autres terminaux du littoral algérien, qui multiplient eux aussi les opérations vers l'Europe.

Annaba ambitionne le rôle de hub cimentier en Méditerranée

La concurrence interne s'intensifie sur ce créneau. Du côté de Chlef, les équipes de Ténès avaient chargé trois navires en septembre pour 15 000 tonnes de ciment et de clinker à destination du continent européen. Chaque infrastructure cherche désormais sa spécialité et ses marchés.

Avec son arrière-pays industriel dense et ses futurs embranchements ferroviaires, Annaba dispose d'arguments solides. Les responsables locaux parlent d'un positionnement durable comme hub portuaire stratégique pour la filière cimentière sur la rive sud de la Méditerranée.

Reste à transformer l'essai. L'Algérie dispose d'un excédent de production considérable, et le ciment s'impose peu à peu comme l'un des piliers des ventes à l'étranger hors pétrole et gaz. Les prochains mois diront si les Balkans deviennent un débouché régulier ou une escapade isolée.

EXPORTATIONS DE CIMENT

20 MILLIONS DE TONNES D'EXCÉDENT, OÙ EN EST L'ALGÉRIE ET CE QUI LA FREINE

Une cimenterie et un navire cargo illustrant les exportations de ciment et de clinker algériens.

Autrefois importatrice, l'Algérie produit aujourd'hui bien plus de ciment qu'elle n'en consomme. Avec un excédent d'environ 20 millions de tonnes par an, les cimentiers se tournent vers l'export, de l'Afrique à l'Europe et aux États-Unis. Mais les ports et la nouvelle taxe carbone européenne freinent encore leur élan.

ciment aLgérien poUrqUoi Un teL excédent ?

L'Algérie a longtemps importé une grande partie de son ciment. Des investissements massifs dans de nouvelles cimenteries ont depuis inversé la situation. Le pays dispose désormais d'une capacité de production d'environ 41 millions de tonnes par an, selon les chiffres de 2024.

La consommation nationale tourne, elle, autour de 23 millions de tonnes par an. L'excédent exportable atteint donc près de 20 millions de tonnes chaque année. D'après nos calculs, le pays pourrait ainsi exporter presque autant de ciment qu'il en consomme.

Cet excédent fait du ciment l'un des piliers de la diversification de l'économie. Les exportations hors hydrocarbures ont atteint 5,16 milliards de dollars en 2025, comme l'indiquait notre article sur la zone de libre-échange de Tindouf et les exportations. Les matériaux de construction figurent parmi les principaux produits exportés.

ciment et cLinKer de 60 à 747 miLLions de doLLars d'export a tions

La progression des exportations de ciment a été spectaculaire. Elles sont passées de 60 millions de dollars en 2019 à 747 millions de dollars en 2023, selon le ministre du Commerce de l'époque, Tayeb Zitouni. D'après nos calculs, leur valeur a ainsi été multipliée par plus de douze en quatre ans.

L'Algérie est même devenue en 2023 le deuxième exportateur mondial de clinker, derrière le Vietnam, pour environ 439 millions de dollars. Ce produit semi-fini est ensuite broyé par les pays acheteurs pour fabriquer leur propre ciment. Le pays s'est aussi hissé au premier rang des exportateurs de ciment et de clinker en Afrique, et au deuxième rang en Méditerranée.

L'Europe absorbe une bonne part de ces ventes. En 2023, la France arrivait en tête des clients avec 172 millions de dollars d'achats, devant l'Italie, avec 113 millions, et la Belgique, avec 89 millions. Le port de Ténès a encore expédié 15 000 tonnes de ciment et de clinker vers l'Europe en septembre 2026, comme le relatait notre article sur l'exportation depuis le port de Ténès.

export a tions de ciment ce qUe prép are Le goUvernement

Le 21 septembre 2026, le ministre du Commerce extérieur, Kamel Rezig, a réuni les producteurs de ciment. Ils ont fait le bilan des exportations du premier semestre et étudié de nouveaux marchés. L'objectif : renforcer la présence du ciment algérien à l'international.

Un an plus tôt, en septembre 2025, le président Abdelmadjid Tebboune avait ordonné de dédier un port aux exportations de ciment. Ce port doit pouvoir accueillir de grands navires, avec la possibilité d'utiliser des silos flottants. Notre article sur le port dédié aux exportations de ciment détaille ce projet.

Les exportateurs bénéficient aussi d'une prise en charge de la moitié de leurs frais de transport maritime et aérien, depuis février 2025. Cette aide figure parmi les mesures détaillées dans notre article sur les produits algériens qui dominent les ventes à l'étranger. Des réunions régulières au ministère permettent aussi de lever les blocages propres à chaque filière.

dU cLinKer aU ciment La coUrse à La vaLeUr aJoUtée

Les autorités veulent désormais exporter davantage de ciment fini et moins de clinker. Il faut « passer de l'exportation du clinker en tant que matière première à l'exportation du ciment », avait plaidé Tayeb Zitouni. Le ciment fini rapporte en effet davantage que le produit semi-fini.

Ce choix répond aussi à la demande des acheteurs africains, qui préfèrent le ciment au clinker. Le marché africain reste une priorité affichée par les autorités. Le groupe public GICA, Holcim El Djazaïr et le privé Biskria Ciment comptent parmi les principaux exportateurs du pays.

ports Le princip aL frein aUx export a tions de ciment

La capacité de production ne se traduit pas automatiquement en exportations. Les cimentiers exportent en réalité bien moins que leur excédent, faute d'installations portuaires adaptées. Charger rapidement de grands navires exige des silos, des quais profonds et des équipements spécialisés. Seuls quelques ports disposent d'un tirant d'eau suffisant pour les grands vraquiers, comme Annaba, Skikda, Djendjen et Oran. C'est tout l'enjeu du port dédié voulu par le chef de l'État. Son ouverture devrait permettre de réduire les coûts logistiques et les délais d'attente des navires.



taxe carBone eUropéenne qUeL imp act sUr Le ciment aLgérien ?

Depuis le 1er janvier 2026, l'Union européenne applique pleinement son mécanisme d'ajustement carbone aux frontières. Les importateurs européens doivent désormais acheter des certificats pour les émissions de CO2 contenues dans certains produits, dont le ciment, l'acier et les engrais. Cette taxe renchérit donc le coût des produits les plus polluants.

Le ciment algérien est directement concerné, car l'Europe figure parmi ses premiers clients. Les producteurs capables de prouver des émissions plus faibles, grâce à des données vérifiées par usine, paieront moins. Les autorités misent donc sur un « ciment vert », plus respectueux de l'environnement, pour préserver ces marchés.

acier, céramiqUe Les aUtres ma tériaUx qUi s'exportent

Le ciment n'est pas le seul matériau de construction à s'exporter. Le complexe sidérurgique de Tosyali, à Bethioua près d'Oran, a exporté 1,5 million de tonnes de produits en 2025, surtout vers l'Italie et l'Espagne. Ses recettes d'exportation devaient atteindre 1 milliard de dollars cette année-là, puis dépasser 1,5 milliard en 2026, selon un membre de son conseil d'administration.

Le complexe exporte du rond à béton, du fil machine, des tubes pour le secteur des hydrocarbures et désormais de l'acier plat. La céramique et le carrelage gagnent aussi du terrain à l'export. L'Algérie se classait ainsi au troisième rang des exportateurs de matériaux de construction vers l'Afrique, avec environ 680 millions de dollars de ventes, selon le ministère du Commerce.

annaBa

LE WALI SE REND AU SERVICE D'HÉMATOLOGIE DE L'HÔPITAL HAKIM-DORBAN POUR S'ENQUÉRIR DE LA PRISE EN CHARGE DES PATIENTS

imen Boulmaiz

Le wali d'Annaba, Abdelkrim Lamouri, s'est rendu au service d'hématologie de l'hôpital Hakim-Dorban afin de s'enquérir des conditions de prise en charge des patients et de suivre de près les préoccupations exprimées par ces derniers, reçus la veille au siège de la wilaya. Cette visite intervient dans le prolongement de la rencontre organisée précédemment au siège de la wilaya, au cours de laquelle plusieurs patients et leurs représentants ont eu l'occasion de faire part de leurs difficultés et des insuffisances rencontrées dans leur parcours de soins. Les préoccupations soulevées concernaient notamment les conditions de suivi médical et la nécessité d'améliorer les prestations assurées au niveau du service



d'hématologie. En se déplaçant directement au sein de cette structure hospitalière, le premier responsable de l'exécutif local entend s'informer concrètement de la situation sur le terrain et évaluer les conditions dans lesquelles les patients bénéficient de leurs soins. Cette démarche permet également de rapprocher les responsables administratifs et sanitaires des réalités vécues par les malades, particulièrement ceux nécessitant un suivi spécialisé et régulier. La visite du wali s'inscrit dans le cadre du suivi des préoccupations sanitaires exprimées par les citoyens et de la volonté des autorités locales d'assurer une meilleure coordination avec les responsables du secteur de la santé, afin d'apporter des réponses aux difficultés signalées. L'objectif demeure l'amélioration de la qualité de la prise en charge médicale, le renforcement des conditions d'accueil et de suivi des patients ainsi que l'identification des mesures nécessaires pour répondre aux besoins du service. Cette démarche traduit l'importance accordée au suivi direct des préoccupations des malades, avec la volonté de veiller à ce que les engagements pris à l'issue des rencontres avec les citoyens se traduisent par des mesures concrètes sur le terrain.

annaBa/Benmostpha Benaouda

LA COMMISSION TECHNIQUE EXAMINE LES OPÉRATIONS DE DÉVELOPPEMENT PROPOSÉES POUR 2027

imen Boulmaiz

Dans le cadre de la préparation du programme de développement pour l'année 2027, une réunion de la commission technique de la circonscription administrative de la nouvelle ville s'est tenue hier, sous la présidence du wali délégué de la circonscription administrative. Cette rencontre a été consacrée à l'examen des opérations de développement proposées pour l'exercice 2027, avec pour objectif d'identifier les besoins prioritaires et d'étudier les projets susceptibles d'améliorer les conditions de vie des habitants et de renforcer les infrastructures locales. La réunion s'est déroulée en présence du P/APC d'Oued El Aneb, du vice-président chargé des travaux et de l'aménagement du territoire, ainsi que de la présidente du service technique communal. Ont également pris part à cette rencontre le directeur délégué du logement, de l'urbanisme, de la ville et des équipements publics, le chef de la subdivision de l'urbanisme, de l'architecture et de la construction, le chef de la subdivision des ressources en eau, ainsi que les responsables des subdivisions des équipements publics et des travaux publics. Les échanges ont porté sur les différentes propositions soumises par les services concernés, dans une démarche visant à assurer une meilleure coordination entre les secteurs techniques et les collectivités locales. L'examen de ces opérations permet notamment de confronter les propositions aux besoins recensés sur le terrain et de définir les interventions à privilégier dans le cadre du prochain programme annuel. la circonscription administrative entend renforcer le suivi des projets de développement et veiller à une répartition cohérente des opérations



entre les différents secteurs, notamment ceux liés à l'urbanisme, aux infrastructures, aux équipements publics et aux ressources en eau. Cette réunion s'inscrit ainsi dans le processus de préparation du programme 2027, avec pour objectif de retenir des opérations répondant aux attentes de la population et contribuant à la dynamique de développement de la commune d'Oued El Aneb et de la circonscription administrative de Draâ Errich.

LE PORT D'ANNABA RENFORCE SON RÔLE STRATÉGIQUE DANS LES GRANDS PROJETS ET LA PROMOTION DES EXPORTATIONS HORS HYDROCARBURES

imen Boulmaiz

Le port d'Annaba poursuit le renforcement de sa position en tant que plateforme logistique stratégique au service de l'économie nationale. À travers la prise en charge des équipements destinés aux grands projets d'infrastructures et l'accompagnement des opérations d'exportation, l'infrastructure portuaire confirme son rôle dans la fluidification des échanges commerciaux et la diversification des exportations nationales hors hydrocarbures. Cette dynamique s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre des orientations du ministre des Transports, Saïd Sayoud, visant à poursuivre la modernisation des ports nationaux, à améliorer leurs performances opérationnelles et à renforcer leur contribution au développement économique. Elle intervient également conformément aux directives de terrain du groupe Serport, chargé de promouvoir l'efficacité et la compétitivité des infrastructures portuaires.

Une cinquième cargaison d'équipements destinée au projet de la ligne ferroviaire minière

Dans ce contexte, le port d'Annaba a réceptionné, dimanche 8 novembre dernier, une cinquième cargaison d'équipements et de matériels destinés à la réalisation du projet de la ligne ferroviaire minière. Acheminée à bord du navire FUHAI, cette cargaison a accosté au niveau du poste à quai 09/10. Le volume total de cette livraison s'élève à 22 946,786 tonnes. Elle comprend notamment 423 appareils de voie destinés aux installations ferroviaires, 542 tuyaux, 715 coffrages métalliques utilisés pour les travaux de bétonnage, ainsi que 32 camions. Cette nouvelle réception s'inscrit dans le cadre d'une série de livraisons successives destinées à assurer la disponibilité des équipements nécessaires à l'avancement de ce projet d'envergure. Elle illustre l'importance du dispositif logistique du port d'Annaba dans la réception, la manutention et l'acheminement des différents matériels mobilisés pour les grands chantiers nationaux. Au-delà de l'opération portuaire elle-même, cette activité contribue à accompagner le développement des infrastructures de transport et à soutenir la réalisation des projets structurants, notamment ceux liés au renforcement du réseau ferroviaire et au transport des ressources minières.

7 300 tonnes de ciment exportées vers la Croatie et le Monténégro

Parallèlement à cette activité liée aux grands projets d'infrastructures, le port d'Annaba a enregistré une nouvelle opération d'exportation de ciment conditionné en grands sacs, communément appelés « Big Bags ».

La cargaison, estimée à 7 300 tonnes, a été chargée à bord du navire SAOURA, accosté au poste à quai numéro 11, à destination de deux marchés européens : la Croatie et le Monténégro. Cette opération revêt une importance particulière puisqu'elle témoigne de l'arrivée de nouveaux opérateurs économiques parmi les partenaires commerciaux du port. Elle traduit également la capacité de cette infrastructure à attirer de nouvelles activités exportatrices et à élargir progressivement sa base de clients. Cette ouverture vers de nouveaux marchés constitue un apport supplémentaire à la dynamique des exportations hors hydrocarbures, en favorisant la commercialisation des produits industriels algériens à l'international et en renforçant leur présence sur les marchés européens.

Des moyens mobilisés pour assurer l'efficacité des opérations

Afin de garantir le bon déroulement de ces deux opérations, l'Entreprise portuaire d'Annaba a mobilisé l'ensemble de ses moyens humains et matériels, tout en mettant en place les dispositifs organisationnels et logistiques nécessaires à la prise en charge des deux navires et de leurs cargaisons. Les équipes concernées ont ainsi veillé à assurer la fluidité des opérations de déchargement, de chargement et de manutention, dans le respect des exigences de qualité, d'efficacité et de sécurité.

ANNABA

UN ATELIER DE TRAVAIL CONSACRÉ AU DÉVELOPPEMENT DE L'ÉCONOMIE BLEUE AVEC LA PARTICIPATION DES PROFESSIONNELS DU SECTEUR DE LA PÊCHE

imen Boulmaiz

Une journée de concertation et d'échanges autour des perspectives de développement de l'économie bleue s'est tenue hier à Annaba, avec la participation de plusieurs acteurs institutionnels et professionnels intervenant dans les domaines de la pêche maritime et de l'aquaculture. Cet atelier de travail a été encadré par des experts du programme de l'économie bleue, aux côtés de cadres de la Direction générale et de la Direction de la pêche maritime et de l'aquaculture. La rencontre a également réuni des représentants des professionnels du secteur, de l'entreprise chargée de la gestion des ports de pêche, des services de l'inspection vétérinaire de la wilaya d'Annaba, ainsi que de la Chambre de la pêche maritime et de l'aquaculture. Cette rencontre s'inscrit dans une démarche visant à renforcer la concertation entre les différents intervenants du secteur et à favoriser une meilleure coordination autour des enjeux liés à l'exploitation et à la valorisation des ressources maritimes. La présence des experts du programme de l'économie bleue a notamment permis d'inscrire les échanges dans une perspective de développement durable, reposant sur une gestion rationnelle des ressources et une meilleure intégration des activités économiques liées à la mer. Les discussions ont également constitué une occasion de rapprocher les points de vue entre les représentants de l'administration, les structures de gestion portuaire, les organismes de contrôle et les professionnels de la pêche et de l'aquaculture. Cette approche participative revêt une importance particulière pour identifier les préoccupations du terrain et favoriser l'émergence de solutions adaptées aux réalités du secteur. La participation des services de l'inspection vétérinaire témoigne, par ailleurs, de l'importance accordée aux exigences sanitaires et au contrôle de la qualité des produits de la pêche, tandis que l'implication de l'entreprise de gestion des ports de pêche souligne le rôle des infrastructures portuaires dans l'accompagnement de l'activité professionnelle. À travers cet atelier, les différents partenaires entendent contribuer à une réflexion collective sur les moyens de promouvoir l'économie bleue, de renforcer la



performance des activités maritimes et aquacoles et de soutenir une exploitation durable du potentiel maritime de la wilaya d'Annaba. Cette démarche met en évidence la nécessité d'une collaboration étroite entre les institutions publiques, les experts et les professionnels afin de faire de l'économie bleue un véritable levier de développement économique, de création de richesse et de préservation des ressources marines.

ANNABA

UNE RÉUNION PRÉPARATOIRE POUR CÉLÉBRER LA JOURNÉE MONDIALE DES PERSONNES HANDICAPÉES



imen Boulmaiz

Dans le cadre des préparatifs liés à la célébration de la Journée mondiale des personnes en situation de handicap, prévue chaque année le 3 décembre, la Direction de l'action sociale et de la solidarité (DASS) de la wilaya d'Annaba a engagé les premières démarches organisationnelles en vue de la mise en place d'un programme d'activités dédié à cette occasion. À cet effet, le directeur de l'action sociale et de la solidarité, Sari Abdelhamid, a présidé, dans l'après-midi du mardi 10 novembre 2026, une réunion préparatoire et de coordination, en présence des chefs de service et des cadres de la direction, ainsi que des responsables des établissements et centres spécialisés relevant du secteur. Cette rencontre a été consacrée à l'examen et à la mise au point du programme d'activités prévu pour marquer cette journée internationale. Les échanges ont notamment porté sur la coordination entre les différentes structures du secteur, la répartition des missions et la mobilisation des moyens nécessaires afin d'assurer une organisation cohérente et à la hauteur de la portée humaine et sociale de cet événement. L'objectif principal de cette célébration sera de mettre en lumière les capacités, les compétences et les talents des personnes en situation de handicap, tout en valorisant leurs réalisations et leur contribution à la société. Les activités programmées devront également contribuer à faire évoluer les regards sur le handicap, à promouvoir l'égalité des chances et à renforcer les principes d'inclusion et de participation active dans les différents domaines de la vie sociale, culturelle et professionnelle. La réunion a également constitué un espace d'échange et de concertation entre les différents intervenants, qui ont pu présenter leurs propositions et apporter leurs contributions à l'élaboration du programme. La définition des responsabilités de chaque structure a, par ailleurs, été abordée afin de garantir une préparation rigoureuse et une meilleure complémentarité dans l'organisation des différentes activités, la Direction de l'action sociale et de la solidarité entend faire de cette célébration un moment de reconnaissance, de valorisation et de sensibilisation, rappelant l'importance de garantir aux personnes en situation de handicap une place pleine et entière au sein de la société, dans le respect de leurs droits et de leur dignité.

LUTTE CONTRE LE TRAFIC DE PSYCHOTROPES :

DEUX INDIVIDUS ARRÊTÉS ET 720 COMPRIMÉS SAISIS À ANNABA

imen Boulmaiz

Les services de la Sûreté de wilaya d'Annaba poursuivent leurs opérations de lutte contre le trafic de stupéfiants et de substances psychotropes. Dans ce cadre, les éléments de la huitième sûreté urbaine ont réussi, au cours de la semaine écoulée, à mettre fin aux activités présumées de deux individus soupçonnés de commercialiser des comprimés psychotropes dans plusieurs quartiers de la ville. Selon les informations communiquées par les services de police, cette opération fait suite à des renseignements faisant état des agissements de deux personnes qui s'adonneraient à la distribution de substances psychotropes au sein de différents quartiers. À la suite de ces informations, les enquêteurs ont engagé les investigations nécessaires et mis en place un dispositif opérationnel minutieusement élaboré afin d'identifier les suspects et de mettre un terme à leurs activités présumées. Les recherches entreprises ont permis de déterminer l'identité des deux individus, âgés respectivement de 28 et 31 ans, avant de procéder à leur arrestation. L'un des mis en cause est, par ailleurs, connu des services de police pour ses antécédents judiciaires. L'intervention policière a également abouti à la saisie de 720 comprimés psychotropes, destinés, selon les éléments de l'enquête, à être écoulés dans le cadre d'activités de commercialisation illicite. À l'issue de l'ensemble des procédures légales, les deux suspects ont été présentés devant le procureur de la République près le tribunal d'Annaba. Ils devront répondre des faits liés à la détention illégale de substances psychotropes à des fins de vente. Cette opération s'inscrit dans le cadre des efforts déployés par les services de la Sûreté nationale pour lutter contre la propagation des drogues et des substances psychotropes, démanteler les réseaux de commercialisation illicite et renforcer la sécurité au sein des différents quartiers de la ville.



ANNABA

SUIVI DES TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT DE LA RUE BELAÏD BELKACEM ET DU JARDIN MOUKAOUMA



imen Boulmaiz

Les projets d'amélioration urbaine se poursuivent à travers le territoire de la commune d'Annaba, dans le cadre du suivi régulier de la situation générale et de la prise en charge des préoccupations des habitants. Cette démarche s'inscrit dans le cadre des instructions du wali d'Annaba, Abdelkrim Lamouri, visant notamment à accélérer la réalisation des opérations d'aménagement et à améliorer le cadre de vie de la population. Dans ce contexte, le chef de daïra d'Annaba a effectué, hier, une sortie sur le terrain consacrée au suivi de plusieurs projets d'aménagement en cours de réalisation au niveau du territoire de la commune. La visite a porté particulièrement sur deux opérations importantes, à savoir le projet d'aménagement de la rue Belaïd Belkacem et celui du jardin de la el Moukaouma. Ces deux interventions s'inscrivent dans le programme d'amélioration urbaine destiné à revaloriser les espaces publics et à offrir aux citoyens un environnement plus agréable et mieux aménagé. Sur les deux sites concernés, les entreprises chargées de la réalisation ont entamé les travaux d'aménagement, avec notamment les premières opérations de traitement et de préparation des sols. Cette étape constitue une phase essentielle pour assurer la bonne exécution des travaux et préparer les espaces concernés aux interventions d'aménagement prévues. Le suivi effectué par le chef de daïra vise à s'assurer de l'avancement effectif des chantiers sur le terrain, tout en veillant au respect des objectifs fixés dans le cadre des projets engagés. Une attention particulière est ainsi accordée à la concrétisation des opérations et à leur contribution à l'amélioration de l'environnement urbain, les services de la daïra entendent maintenir un suivi de proximité des projets de développement local, conformément aux orientations du wali, avec pour objectif de répondre aux attentes des habitants et de renforcer progressivement la qualité du cadre de vie dans les différents quartiers de la ville d'Annaba.

ANNABA

VISITE INOPINÉE DU RECTEUR DE L'UNIVERSITÉ AU RESTAURANT DE LA RÉSIDENCE UNIVERSITAIRE DES 3 000 LITS

imen Boulmaiz

Dans le cadre du suivi régulier de la qualité des prestations universitaires et de l'amélioration des conditions de vie des étudiants, le recteur de l'Université Badji Mokhtar d'Annaba, le professeur Mohamed Manaâ, a effectué une visite d'inspection inopinée au restaurant de la résidence universitaire des 3 000 lits. Cette sortie sur le terrain s'inscrit dans le cadre des efforts visant à garantir une meilleure prise en charge des étudiants, notamment en matière de restauration collective, tout en veillant au respect des normes d'hygiène et de sécurité alimentaire au sein des structures relevant du secteur des œuvres universitaires. Au cours de cette visite, le responsable de l'université s'est intéressé de près aux conditions de restauration, au déroulement du service du déjeuner ainsi qu'à la qualité et à la quantité des repas proposés aux étudiantes. Il a également pris connaissance des différentes conditions dans lesquelles les prestations alimentaires sont assurées, dans le souci de s'assurer de leur conformité aux exigences sanitaires et aux besoins des résidentes. Le recteur a ainsi pu observer directement le fonctionnement du restaurant et apprécier les conditions de prise en charge des étudiantes, dans une démarche de proximité permettant de relever les éventuelles insuffisances et d'identifier les mesures susceptibles d'améliorer davantage les prestations fournies. Il a été accueilli par Aouatif Tine, directrice des œuvres universitaires Annaba Centre, en présence d'Adlane Khatmi, chef du département du contrôle et de la coordination, ainsi que de Ouarda Hadji, directrice de la résidence universitaire des 3 000 lits. À l'issue de cette inspection, le recteur a formulé une série de recommandations visant à assurer une prise en charge optimale des étudiants et à renforcer la qualité des services de restauration, en accordant une attention particulière au respect des règles de sécurité alimentaire, à la qualité des repas et aux conditions générales d'accueil. Cette visite inopinée traduit l'importance accordée



au suivi des prestations au sein des résidences universitaires et à la nécessité de maintenir un contrôle régulier sur le terrain. Elle s'inscrit également dans une démarche d'amélioration continue des services universitaires, dont la restauration constitue un élément essentiel du quotidien des étudiants.

PROTECTION CIVILE

LES AGENTS STAGIAIRES PASSENT LES ÉPREUVES FINALES PRATIQUES À EL HADJAR



imen Boulmaiz

Dans le cadre du suivi pédagogique et de l'évaluation périodique du parcours de formation des agents stagiaires à travers les différentes wilayas, la Protection civile de la wilaya d'Annaba a organisé, recemment, les examens finaux de la formation spécialisée destinée à l'accès au grade d'agent de la Protection civile, au titre de l'année de formation 2025-2026.Ces épreuves se sont déroulées au niveau du service pédagogique de l'unité secondaire de la Protection civile d'El Hadjar et ont porté essentiellement sur le volet pratique de la formation. Elles constituent une étape importante dans le parcours des stagiaires, appelés à démontrer les connaissances techniques et les compétences opérationnelles acquises tout au long de leur cursus. Cette évaluation vise notamment à mesurer leur capacité à mettre en application les enseignements reçus, à maîtriser les différentes techniques d'intervention et à respecter les procédures professionnelles indispensables à l'exercice des missions de la Protection civile. Les examens pratiques permettent également d'apprécier le degré de préparation des futurs agents face aux différentes situations auxquelles ils pourraient être confrontés sur le terrain, notamment en matière de secours et d'assistance aux personnes, de gestion des interventions et de prévention des risques, la Protection civile veille à garantir la qualité de la formation dispensée aux nouvelles recrues et à s'assurer de leur aptitude à intégrer les équipes opérationnelles dans les meilleures conditions. Cette démarche s'inscrit dans le cadre des efforts continus visant à renforcer les compétences humaines et professionnelles des effectifs de la Protection civile, tout en assurant une meilleure préparation des futurs agents aux exigences de leurs missions au service de la sécurité et de la protection des citoyens.

En Colombie, le prix Nobel de la paix Juan Manuel Santos reproche au président d'exhiber des cadavres « avec fierté »

Abelardo De la Espriella a promis « la tombe ou la prison » aux criminels qui se financent par le trafic de drogue, l'extorsion et l'exploitation minière illégale. Le dirigeant d'extrême droite a pour habitude de rendre compte d'opérations meurtrières dans des vidéos où il apparaît aux côtés de corps sans vie, selon le monde fr.

Prix Nobel de la paix et ancien président colombien, Juan Manuel Santos a reproché, mardi 10 novembre, à l'actuel chef de l'Etat, Abelardo De la Espriella, d'avoir exhibé des cadavres « avec fierté » et signé une bombe utilisée contre la guérilla.

Le président d'extrême droite défend une politique de fermeté contre la criminalité. Il a pour habitude de rendre compte d'opérations meurtrières dans des vidéos où il apparaît aux côtés de cadavres, placés dans des sacs blancs, sur fond de musique guerrière. M. De la Espriella a, en outre, apposé sa signature sur un engin largué lors d'un raid aérien contre un camp de la guérilla qui a fait quatre morts à la frontière avec le Venezuela, selon une vidéo diffusée lundi par le dirigeant, sur les réseaux sociaux.

« Nous voyons un président se promener parmi des cadavres, les exhibant avec fierté, ou signer des bombes comme s'il s'agissait d'un cadeau », a déploré l'ancien président Santos (2010-2018). « J'espère que cela ne constitue pas le signal d'un retour vers le passé », a ajouté celui qui s'est vu décerner le prix Nobel de la paix en 2016, pour l'accord de paix conclu avec la guérilla marxiste des Forces armées révolutionnaires de Colombie.

Vague de violence

La Colombie connaît aujourd'hui sa pire vague de violence depuis cet accord, avec une nouvelle montée en puissance de groupes paramilitaires et de guérillas dissidentes, impliqués dans le narcotrafic. Ces derniers mois, ces divers groupes armés ont semé la terreur dans le pays, multipliant les attentats, les enlèvements et les assassinats.

Armé d'un pistolet à la ceinture et vêtu d'une tenue de combat, M. De la Espriella, un allié de Donald Trump élu cet été, a promis « la tombe ou la prison » aux criminels qui se financent par le trafic de drogue, l'extorsion et l'exploitation minière illégale.

Le chef d'état-major des Etats-Unis est par ailleurs arrivé mardi dans le pays afin de coordonner des opérations conjointes de lutte antidrogue, alors que Washington et Bogota mènent des exercices contre le narcotrafic impliquant plus de 300 soldats américains et plus de 400 Colombiens, sur terre et en mer.

Le général Dan Caine est l'un des principaux représentants du « Bouclier des Amériques », une alliance antidrogue promue par l'administration de Donald



Trump, qui associe une vingtaine de pays de la région. La Colombie, membre de cette alliance, est le premier fournisseur mondial de cocaïne et les Etats-Unis en sont le principal consommateur. Le haut gradé a atterri et a été reçu par la haute hiérarchie militaire colombienne, sur la base aérienne de Catam, dans la capitale.

L'échange de renseignements et le soutien opérationnel de Washington à Bogota se sont intensifiés depuis l'arrivée au pouvoir de M. De la Espriella, le 7 août. Sous le précédent gouvernement – le dirigeant de gauche Gustavo Petro était alors au pouvoir –, les relations entre les deux pays, alliés de longue date, ont connu des hauts et des bas en raison de désaccords sur les politiques antidrogue, la migration et d'autres dossiers.

Au Brésil, Meta condamnée à une lourde amende pour une différence de traitement jugée inégale entre Lula et Flavio Bolsonaro durant la présidentielle

Au cours de la campagne, l'équipe de Lula avait accusé la maison mère de Facebook, d'Instagram et de WhatsApp de s'être livrée à une « manipulation algorithmique » destinée à avantager son rival de droite, selon le monde fr.

La justice brésilienne a infligé, mardi 10 novembre, une lourde amende à Meta, estimant que le géant des technologies n'avait pas respecté l'égalité de traitement sur ses plateformes entre le président Lula et son rival Flavio Bolsonaro durant l'élection présidentielle.

Luiz Inacio Lula da Silva a créé la surprise en battant son adversaire conservateur lors du second tour du scrutin, le 25 octobre, à l'issue d'une campagne au cours de laquelle il a dénoncé une « ingérence » de la part de la société propriétaire de Facebook, d'Instagram et de WhatsApp visant à avantager son adversaire de droite soutenu par Donald Trump.

Le Tribunal supérieur électoral (TSE) a infligé une amende de 7,5 millions de reais (soit environ 1,2 million d'euros) à la firme américaine, sans toutefois considérer comme prouvée l'existence d'une « action délibérée visant à fausser le scrutin », selon les propos du juge rapporteur Marco Aurélio Bellizze.

Après sa réélection, Lula a promis de renforcer l'encadrement des réseaux sociaux au Brésil. Sous son mandat, un cadre juridique strict a déjà été instauré, rendant les entreprises technologiques responsables des contenus diffusés par leurs utilisateurs.

« Agent politique »

Durant la campagne présidentielle, son équipe avait accusé Meta de s'être livrée à une « manipulation algorithmique » destinée à désavantager le candidat de gauche. Devant le TSE, son avocat, Angelo Ferraro, a soutenu que le groupe s'était comporté comme un « agent politique », en pénalisant Lula par le biais d'« irrégularités graves ».

Le groupe américain a nié avoir pris parti, invoquant des « problèmes techniques » qui n'auraient pas touché uniquement le Brésil. L'avocate de Meta, Patricia Marta Martins, a déclaré devant le TSE que les allégations d'ingérence étaient « fausses et infondées » et que les exigences judiciaires avaient été « intégralement respectées » par l'entreprise.

Avant le scrutin d'octobre, le TSE avait ordonné à Meta d'agir pour garantir une diffusion équitable des contenus relatifs aux deux candidats. Les sept juges de la cour ont suivi l'avis du juge Bellizze, selon lequel le groupe de Mark Zuckerberg n'a pas respecté les délais et a manqué de transparence en fournissant au TSE des informations incomplètes, « génériques » ou même rédigées dans une autre langue.

Après avoir refusé de reconnaître sa défaite électorale, Flavio Bolsonaro a quitté le Brésil pour les Etats-Unis, alors que le sénateur fait l'objet d'une enquête policière pour blanchiment d'argent présumé. Depuis Miami (Floride), il s'est autoproclamé véritable « leader » du Brésil.

En Inde, l'opérateur télécom Jio Platforms est devenu le nouveau joyau boursier de l'empire Ambani



L'entrée en Bourse du géant des télécommunications consolide le conglomérat Reliance, propriété de l'homme le plus riche d'Asie, Mukesh Ambani. Une étape stratégique pour le groupe, qui ambitionne d'investir dans l'IA et l'Internet par satellite, selon le monde fr.

Chez les Ambani, l'introduction en Bourse est une affaire de famille. Le 28 octobre, quatre générations étaient réunies autour de la clochette du National Stock Exchange, à Bombay, pour célébrer la cotation du géant indien des télécoms Jio Platforms. Mukesh Ambani, le patriarche, était entouré de sa mère, Kokilaben, de son épouse, Nita, de leurs trois enfants, Akash (par ailleurs directeur général de Jio), Isha et Anant, ainsi que de leurs petits-enfants.

En levant 2,9 milliards d'euros lors de son premier jour de cotation, Jio Platforms a établi un record historique. Toutes les actions mises en vente par l'entreprise ont été achetées en moins de deux heures. Le cours de l'action a même bondi de 27 % dès sa première séance, portant la valorisation du groupe à plus de 12 500 milliards de roupies (119 millions d'euros).

Jio est déjà la deuxième plus grande entreprise indienne en capitalisation boursière, derrière le conglomérat Reliance Industries, qui n'est autre que sa propre maison mère. Pour Mukesh Ambani, l'homme le plus riche d'Inde et d'Asie, selon Forbes – et proche du premier ministre indien, Narendra Modi –, c'est bien plus qu'une victoire personnelle. Cette entrée spectaculaire en Bourse vient consacrer un pari lancé il y a dix ans.

Aux Etats-Unis, un juge refuse de rejeter la plainte pour diffamation de Donald Trump contre la BBC, permettant à la procédure de se poursuivre

Le président américain reproche au groupe audiovisuel public britannique d'avoir réalisé un montage vidéo trompeur de ses propos. « La question de savoir s'il a subi des dommages est remise à plus tard », lors d'un jugement sur le fond, écrit le juge, selon le monde fr.

Un juge fédéral américain a refusé, mardi 10 novembre, une requête de la BBC demandant à la justice de rejeter la plainte pour diffamation intentée par Donald Trump contre le groupe audiovisuel public britannique. Une décision qui permet à la procédure de se poursuivre.

Le président américain, qui reproche à la BBC d'avoir réalisé un montage vidéo trompeur de ses propos, a rapidement salué une « immense victoire » sur son réseau Truth Social. Mais le jugement de mardi n'est qu'une victoire d'étape pour Donald Trump, car il ne se prononce pas sur le fond. « Les accusations de Trump concernant l'abandon de normes journalistiques par la BBC suffisent largement à soutenir de manière crédible qu'il s'agit de plus que de la simple négligence », a écrit le juge Jeffrey Kuntz dans sa décision.

En cause, des extraits du discours de Donald Trump, alors président sortant, le 6 janvier 2021, date de l'assaut du Capitole par ses partisans pour empêcher la certification de la victoire de son adversaire, le démocrate Joe Biden. La chaîne britannique avait diffusé, juste avant la présidentielle américaine de 2024, des extraits distincts de ce discours montés de telle façon qu'il semblait appeler explicitement à prendre d'assaut le Capitole.

Le second volet de la plainte écarté

Le juge reconnaît qu'étant donné « le temps passé entre les deux déclarations, (…) la BBC savait ou aurait dû savoir que le segment qu'elle produisait ne serait pas et ne pourrait pas constituer une déclaration véridique ». Mais « la question de savoir si le président Trump peut prouver ces affirmations et établir qu'il a subi des dommages (…) est remise à plus tard », lors d'un jugement sur le fond, a ajouté le juge. Donald Trump réclame à la BBC 10 milliards de dollars (9 milliards d'euros) : 5 milliards de dollars pour diffamation et 5 milliards pour violation d'une loi sur les pratiques commerciales. Sur ce second volet,



le juge donne raison à la BBC et écarte cette partie de la plainte. Dans ce même dossier, une autre juge avait, fin octobre, fait essuyer un revers au président américain en lui ordonnant de se rendre disponible d'ici au 11 décembre pour témoigner directement.

L'affaire avait poussé en 2025 à la démission le directeur général de la BBC, Tim Davie, et la patronne de BBC News, Deborah Turness.

gaZa :

Sept personnes, dont un adolescent, tuées par des bombardements et des tirs israéliens, selon les services de secours palestiniens

Un « raid », deux bombardements et des tirs israéliens ont tué sept personnes, mardi, dans différents endroits du territoire, alors que le cessez-le-feu entre l'Etat hébreu et le Hamas est toujours en vigueur, selon le monde fr.

Des frappes et des tirs israéliens ont fait sept morts, dont un adolescent de 13 ans, mardi 10 novembre dans la bande de Gaza, ont annoncé les services de secours du territoire palestinien, l'armée israélienne assurant avoir visé des cibles « militaires ».



La défense civile, organisation de premiers secours opérant sous l'autorité du Hamas, a annoncé un « raid israélien » ayant tué deux personnes, dont un adolescent de 13 ans, dans le quartier de Zeitoun, à Gaza.

Selon la même source, quatre autres personnes ont péri dans des bombardements israéliens : trois d'entre elles, dans une frappe ayant visé « une forge » dans le quartier de Sabra ; et une, dans le quartier d'Al-Daraj, qui a touché une tente abritant des déplacés, dont les camps sont inondés depuis plusieurs jours par des pluies diluviennes.

Dans le sud du territoire, un septième Palestinien a été « tué par des tirs de l'armée d'occupation [israélienne] » près de Khan Younès, a précisé la défense civile à l'Agence France-Presse (AFP).

Les principaux hôpitaux des secteurs concernés, qui ont reçu les corps des victimes, ont confirmé ces informations.

Sollicitée par l'AFP, l'armée israélienne a déclaré avoir « frappé des agents militaires dans plusieurs zones », sans fournir davantage de précisions dans l'immédiat.

Israël et le Hamas s'accusent mutuellement de violer le cessez-le-feu entré en vigueur le 10 octobre 2025. Plus de 1 590 Palestiniens ont été tués depuis le début de la trêve, selon le ministère de la santé de la bande de Gaza, placée sous l'autorité du Hamas, et dont les chiffres sont jugés fiables par l'ONU. Dans le même temps, l'armée israélienne a déploré la perte de sept soldats, ainsi que d'un intervenant civil.

La tempête Charles arrive au Portugal, placé en alerte mercredi par crainte de « phénomènes météorologiques extrêmes »

Les autorités portugaises ont placé la partie sud du pays, dont Lisbonne, en alerte rouge mardi soir. « Ne sous-estimez pas la dangerosité et les risques associés » a averti le premier ministre, Luis Montenegro, alors que des inondations pourraient avoir lieu, selon le monde fr.

En prévision de l'impact de la tempête Charles sur le Portugal, qui pourrait y provoquer des pluies torrentielles et des vents violents, mardi 10 novembre, les autorités portugaises ont décidé de fermer les écoles et les services publics non essentiels, mercredi, et recommandent à la population d'éviter les déplacements inutiles.

Alors que la moitié nord du pays de la péninsule Ibérique fait l'objet d'une alerte orange, le Sud, où se trouve la capitale Lisbonne, a été placé en alerte rouge par l'agence météorologique nationale.

A la suite d'une recommandation du gouvernement en ce sens, les conférences prévues à Lisbonne mercredi pour la deuxième journée du Web Summit – un grand rassemblement international de l'économie numérique – ont été annulées « en raison des risques liés à la tempête Charles, notamment les inondations côtières, les perturbations majeures des transports publics et l'impact des vents violents sur les structures extérieures », ont annoncé les organisateurs mardi soir.

« Ne sous-estimez pas la dangerosité et les risques associés à ces phénomènes météorologiques extrêmes », a averti le premier ministre, Luis Montenegro, à l'issue d'une réunion au siège de la protection civile.

Après le passage de la tempête Bruna depuis dimanche, « nous sommes confrontés à une situation qui va s'aggraver, et il est prévisible qu'au cours de la journée de demain nous puissions traverser des heures difficiles », a-t-il souligné.

Sept morts lors des tempêtes précédentes

Selon l'Institut portugais de la mer et de l'atmosphère, les premiers effets de la dépression Charles sont attendus sur le territoire portugais dans la matinée de mercredi, mais l'île de Madère, située au large des côtes marocaines, devait être touchée dès la fin de la journée de mardi.

En plus de fortes pluies, les prévisions météo évoquent des vents de 100 à 120 km/h, avec des rafales pouvant atteindre 140 km/h localement, et le littoral sera frappé par une houle maximale de 13 mètres.

« Que tous ceux qui le peuvent restent chez eux. (…) Demain [mercredi] sera une journée tout à fait exceptionnelle et il est nécessaire que nous restions confinés chez nous et protégés », a mis en garde le ministre de l'intérieur, Luis Neves.

La mairie de Lisbonne a décidé de fermer les tunnels routiers, ainsi que ses parcs et musées. Dans le centre du pays, les villes de Coimbra et de Leiria ont également pris des mesures préventives exceptionnelles. Mercredi,



les principaux aéroports portugais devraient fonctionner au ralenti, avec un risque d'annulation de vols, a averti le gestionnaire aéroportuaire ANA.

L'hiver dernier, entre le 22 janvier et le 15 février, le Portugal avait été frappé par sept tempêtes successives, accompagnées de vents atteignant 130 km/h, de précipitations intenses, d'inondations et de glissements de terrain.

Ces intempéries avaient fait au moins sept morts, selon les autorités, ainsi que d'importants dégâts. Critiquée pour la gestion de cet évènement, la ministre de l'intérieur, Maria Lucia Amaral, avait alors démissionné.

La péninsule Ibérique est particulièrement exposée au dérèglement climatique et subit des vagues de chaleur de plus en plus longues et des épisodes de fortes pluies de plus en plus fréquents et intenses.

SEYBOUSE
Quotidien indépendant d'information générale times

Boxe/Jeux Olympiques de la Jeunesse 2026

Sirine Kessal qualifiée en demi-finale, une médaille assurée pour l'Algérie



La boxeuse algérienne Sirine Kessal (-51 kg) s'est qualifiée, lundi, pour les demi-finales du tournoi de boxe des Jeux Olympiques de la Jeunesse (JOJ) de Dakar 2026, assurant ainsi à l'Algérie sa toute première médaille.

Opposée en quart de finale à la Bhoutanaise Peldon Sangay, la représentante algérienne a nettement dominé les débats, contraignant l'arbitre à arrêter le combat (RSC) en sa faveur.

Grâce à ce succès expéditif, Kessal intègre le dernier carré et s'assure au minimum une médaille de bronze, tout en conservant ses chances de décrocher l'or olympique.

Par ailleurs, la boxe algérienne reste représentée dans ce tournoi par Boutheina Bensalah (-48 kg), qui disputera son quart de finale face à la Nigériane Mayowa après avoir éliminé la Thaïlandaise Bayongkasem Pimaika (5-0) en 8es de finale, lundi.

En revanche, l'aventure s'est arrêtée au stade des quarts de finale pour Basma Bahri (-57 kg), battue aux points (2-3) par l'Ukrainienne Petruk Yevanlina.

La sélection algérienne est représentée par cinq pugilistes lors de ce tournoi : Syrine Kessal (51 kg), Besma Bahri (57 kg), Belal Lezoul (65 kg), Bensalah Bouthaina (48 kg) et Meriem Sari (60 kg).

L'Algérie prend part aux Jeux olympiques de la jeunesse (JOJ) de Dakar 2026, qui se déroulent jusqu'au 13 novembre, avec une délégation de 41 athlètes (20 garçons et 21 filles), encadrée par un staff de 72 membres.

Qualifications CAN U23

La sélection algérienne entame la préparation de l'Eswatini

La sélection algérienne des moins de 23 ans (U23) a entamé, lundi, son regroupement à Alger, en prévision de la double confrontation face à l'Eswatini (Afrique Australe), comptant pour le deuxième tour préliminaire des qualifications à la Coupe d'Afrique des nations CAN-2028, qualificative aux Jeux olympiques JO-2028 de Los Angeles, a indiqué la Fédération algérienne (FAF).

Une première arrivée de joueurs a été enregistrée dimanche soir, avant que le groupe ne soit au complet lundi, portant ainsi l'effectif à 24 joueurs.

Les Verts ont effectué leur première séance d'entraînement en fin d'après-midi, à partir de 17h00, au stade Omar-Benrabah de Dar El Beïda. D'une durée d'une heure et demie, cette séance, dirigée par le sélectionneur national, Rafik Saïfi, et son staff, a été consacrée à un travail physique ainsi qu'à des ateliers techniques et tactiques.

A noter que l'effectif convoqué a connu des changements, à la suite de l'indisponibilité de trois joueurs, qui n'ont pu rejoindre le regroupement en raison de blessures contractées avec leurs clubs respectifs. Il s'agit de Mattheo Samuel Guendez, Hilan Hamzaoui Slimani et Mohamed El Amine Ramdaouil, remplacés respectivement par Ghiles Belagacem, Benahmed Bendahmane et Mohamed Bechikh.

La délégation algérienne a rallié l'Eswatini dans la soirée de lundi, à 22h00, à bord d'un vol spécial au départ de l'aéroport international Houari-Boumediene d'Alger.

En cas de qualification au troisième et dernier tour, les hommes de Rafik Saïfi affronteront le vainqueur de la double confrontation entre le Zimbabwe et le Mali.

La manche aller aura lieu le 22 mars 2027 à domicile avant de se déplacer pour le



match retour qui aura lieu le 30 mars.

Pour rappel, la CAF avait attribué à l'Egypte l'organisation de la CAN des U23, prévue en novembre 2027, qualificative pour les JO-2028.

La phase finale de la CAN U23 regroupera huit équipes dont l'Egypte qui est qualifiée d'office en tant que pays organisateur. Elles seront scindées en deux groupes de quatre. Les deux premiers se qualifient pour les demi-finales.

La dernière participation algérienne au tournoi de football des Jeux olympiques remonte à l'édition 2016 à Rio de Janeiro (Brésil).

Qualifications CAN-2027

Deuxième séance d'entraînement pour les Verts à Sidi Moussa



La sélection algérienne de football a effectué, mardi, sa deuxième séance d'entraînement au Centre technique national (CTN) de Sidi Moussa, en prévision de la double confrontation face au Togo, prévue les 14 et 17 novembre, comptant pour les 3e et 4e journées (Gr. I) des qualifications à la Coupe d'Afrique des nations CAN-2027, a indiqué la Fédération algérienne de football (FAF) dans un communiqué.

Pour cette séance, le sélectionneur national, Brahim Hemdani, a scindé son groupe en deux. Une partie des joueurs a pris part à l'entraînement sur le terrain, tandis que les autres ont été soumis à des soins et à un programme de récupération.

Avant le début de la séance, une zone mixte a été organisée, permettant à trois joueurs, Rebbach, Azzi et Yesli, de répondre aux questions des journalistes présents au CTN.

Par ailleurs, le milieu de terrain de l'OGC Nice, Hicham Boudaoui, a été libéré du regroupement en raison de douleurs au dos. Il a été remplacé par Adem Zorgane, qui a rejoint le CTN dans la soirée.

Ce forfait vient s'ajouter à ceux du milieu offensif Mohamed Bachir Belloumi et du latéral gauche Jaouen Hadjam, blessés, ainsi que du gardien de but du MC Alger, Abdelatif Ramdane, autorisé à faire l'impasse sur ce stage à la suite du décès de son père.

Pour rappel, les Verts accueilleront le Togo, samedi 14 novembre, au stade Hocine-Aït-Ahmed de Tizi-Ouzou (20h00), avant de se déplacer à Lomé pour disputer le match retour, prévu mardi 17 novembre au stade de Kégué (17h00).

Au terme de la deuxième journée, la sélection nationale occupe la première place du groupe avec 4 points, à une longueur du Togo et de la Zambie, qui comptent chacun 3 points, tandis que le Burundi ferme la marche avec une seule unité.

Les deux premiers de chaque groupe valideront leur billet pour la phase finale de la CAN-2027, prévue du 19 juin au 17 juillet au Kenya, en Tanzanie et en Ouganda.

Sport NATIONAL INTERNATIONAL

Le grand club français prêt à offrir un festival de buts

prévision pour Juventus – Lyon



Le choc de la quatrième journée de la Ligue des champions féminine entre la Juventus de Turin et l'Olympique Lyonnais aura lieu le 11 novembre 2026 au stade Vittorio Pozzo de Biella. L'équipe italienne occupe la cinquième place de la phase de ligue avec six points, tandis que les vice-championnes d'Europe en titre sont deuxièmes avec sept unités. Les deux équipes ont bien entamé la compétition et restent idéalement placées pour poursuivre l'aventure, mais l'efficacité offensive impressionnante des deux adversaires rend cette rencontre particulièrement intéressante pour les paris sur les buts.

JUventUs
Une attaqUe proLifiqUe, mais des LacUnes défensives

Le club turinois monte progressivement en puissance après un début de saison contrasté. Les joueuses d'Isaac Guerrero ont remporté leurs trois derniers matches officiels, enchaînant les succès contre Austria Vienne (4-1), la Fiorentina (2-1) et Sassuolo (2-1). En Ligue des champions, les Italiennes ont également signé deux victoires à l'extérieur, mais leur défaite à domicile contre Benfica (1-2) rappelle qu'elles doivent se montrer plus solides devant leur public.

La Juventus version actuelle se distingue surtout par l'association d'une grande activité offensive et d'une défense irrégulière. Lors de ses six dernières rencontres, l'équipe a inscrit 13 buts, mais en a encaissé 14. Les deux équipes ont marqué à chaque fois et le total a dépassé 2,5 buts dans chacune de ces rencontres. Les matches à domicile contre la Roma (2-5) et Côme (2-4) ont été particulièrement révélateurs : les Turinoises se sont créé des occasions, mais ont laissé trop d'espaces à leurs adversaires.

Lyon
Une attaqUe irrésistiBLe et Une défense infaiLLiBLe en eUrope

L'équipe française se rend en Italie dans une forme étincelante et fait preuve d'une efficacité redoutable dans le dernier geste. Les joueuses de Jonatan Giráldez ont remporté leurs six derniers matches officiels, avec un bilan total de 32 buts inscrits pour seulement 3 encaissés. Lors de la dernière journée de championnat, elles ont écrasé Lens 7-1. Auparavant, Lyon avait dominé Montpellier (5-2) et l'Inter (6-0), confirmant son statut de l'une des équipes offensives les plus dangereuses d'Europe.

En Ligue des champions, le club français compte sept points après trois journées, avec deux victoires et un match nul contre Chelsea. Lyon est par ailleurs la seule équipe de la phase de ligue à ne pas avoir encore encaissé de but, et ses 14 réalisations constituent le deuxième meilleur total de la compétition. Marie-Antoinette Katoto, déjà autrice de cinq buts dans le tournoi, représente notamment une menace supplémentaire pour la défense peu rassurante de la Juventus.

kylian mbappé

En grande forme avec le Real Madrid, Mbappé élu joueur du mois en Liga devant Yamal

Dans un échange en direct avec un créateur de contenus brésilien, Neymar en a dit un peu plus sur la fin de sa carrière. Malgré un genou gauche qui le malmène depuis longtemps, la star auriverde n'envisage pourtant pas de raccrocher les crampons dans un avenir proche. Il promet aussi d'évoluer en Kings League dans quelques années.

La fin de carrière de Neymar? Ce n'est visiblement pas pour tout de suite. Les 35 ans approchants (il les aura le 5 février prochain), la star brésilienne ne s'estime pas proche de raccrocher les crampons. Loin de là. Aux commentaires de la Kings League Brazil lundi en compagnie de Cris Guedes, un créateur de contenus brésilien, le Ney a livré un gros indice sur cette date butoire potentielle.

Devant Lamine Yamal notamment, Kylian Mbappé a été élu joueur du mois d'octobre en Liga, où il a inscrit 4 buts en 3 rencontres. C'est la deuxième fois que le Français décroche cette récompense, qu'il avait déjà reçue en octobre 2025.

Le Real Madrid cartonne et truste tous les honneurs. Après le Portugais José Mourinho élu entraîneur du mois d'octobre en Espagne, c'est Kylian Mbappé qui a été récompensé, ce lundi par LaLiga. Le Barcelonais Raphinha avait été élu en août puis en septembre.

L'attaquant français est inarrêtable ces dernières semaines, notamment en Championnat où il a inscrit 4 buts en 3 matchs en octobre. Il a devancé les quatre autres finalistes: Lamine Yamal (Barça), Alejandro Grimaldo (Atlético de Madrid), Gonçalo Guedes (Real Sociedad) et Matias Dituro (Elche). C'est la deuxième fois que le Français se voit décerner cette récompense puisqu'il l'avait déjà reçue en octobre 2025.

deux doublés, dont un lors du Clasico

Dans le détail, Mbappé a marqué un doublé contre le FC Séville (4-1), le 18 octobre, puis inscrit les deux buts madrilènes lors du Clasico remporté au Camp Nou contre le FC Barcelone (1-2). Plus largement, "KM9" présente des statistiques impressionnantes cette saison avec la Maison Blanche: 13 buts et 2 passes décisives en 12 matchs de Liga, 4 buts et 1 passe décisive en 4 matchs de Ligue des champions.



Cette marque honorifique l'aidera peut-être à digérer un peu de la déception du Ballon d'or, dont Mbappé a pris la 2e place derrière l'attaquant anglais Harry Kane, malgré de nombreux titres individuels en 2026 (meilleur buteur de la Coupe du monde, de la Ligue des champions et de la Liga).





LES BATTERIES SOLIDES ARRIVENT

CE QUI VA CHANGER POUR VOTRE TÉLÉPHONE ET VOTRE VOITURE

C'est l'une des annonces les plus discrètes de l'année, et pourtant l'une des plus importantes. Plusieurs constructeurs ont confirmé que les batteries à électrolyte solide — dites « batteries solides » — entrent en production de masse. Après des années de promesses et de prototypes, la technologie sort enfin des laboratoires. Et elle pourrait bouleverser deux objets que nous utilisons tous les jours : le téléphone et la voiture électrique.

Le proBLÈme des Batteries actUeLLes

Les batteries lithium-ion qui équipent nos appareils ont un défaut majeur : elles contiennent un électrolyte liquide, inflammable. C'est ce qui provoque les incendies de téléphones ou de voitures électriques, heureusement rares mais spectaculaires. Elles ont aussi une durée de vie limitée : après quelques centaines de cycles de charge, leur capacité diminue. Et elles chargent relativement lentement.

Les batteries solides remplacent ce liquide par un matériau solide, souvent céramique ou polymère. Résultat : moins de risque d'incendie, une densité d'énergie plus élevée (donc plus d'autonomie à poids égal), une charge plus rapide et une durée de vie plus longue. Sur le papier, c'est la batterie idéale.

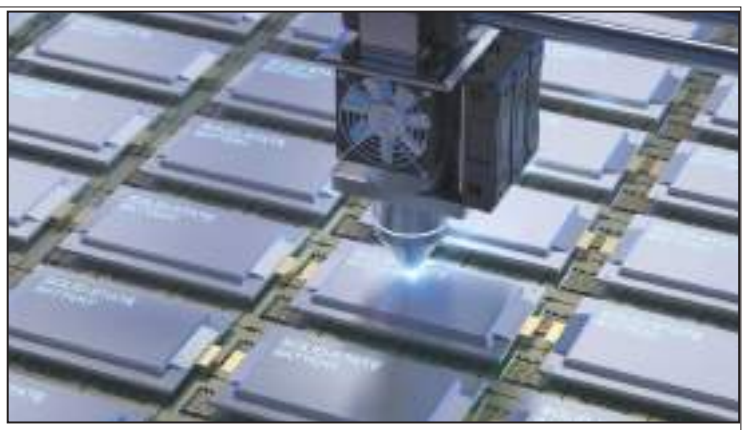
ce qUe Ça change concrÈtement

Pour un téléphone, cela signifie plusieurs jours d'autonomie au lieu d'un, une charge complète en quelques minutes, et une batterie qui ne s'use presque pas après trois ans. Pour une voiture électrique, c'est encore plus spectaculaire : les constructeurs parlent de 1 000 kilomètres d'autonomie et de charges en moins de quinze minutes. De quoi lever l'un des principaux freins à l'achat.

Le premier constructeur à commercialiser une voiture équipée d'une batterie solide l'a fait dès cette année, en série limitée. D'autres suivent. Les analystes estiment que la production de masse pourrait démarrer vers 2028-2030. Ce n'est pas demain, mais ce n'est plus de la science-fiction.

Les oBstacLes qUi restent

Tout n'est pas réglé. D'abord, le coût : les batteries solides restent beaucoup plus chères à produire que les lithium-ion. Ensuite, la fabrication : les matériaux solides sont difficiles à usiner, et les rendements industriels sont encore faibles. Enfin, la chaîne d'approvisionnement : les matériaux nécessaires ne sont pas



toujours disponibles en quantité suffisante.

Il y a aussi une question de recyclage. Les batteries actuelles sont déjà difficiles à recycler. Les nouvelles le seront peut-être davantage. Or, avec l'explosion du marché des véhicules électriques, le volume de batteries usagées va devenir considérable. La filière devra se structurer.

poUrqUoi c'est Une Bonne noUveLLe

Malgré ces obstacles, l'arrivée des batteries solides est une excellente nouvelle. Elle rend les véhicules électriques plus crédibles, plus sûrs, plus pratiques. Elle réduit la dépendance aux matériaux critiques. Elle ouvre la voie à des appareils plus légers, plus autonomes, plus durables.

Et surtout, elle montre que l'innovation technologique n'est pas seulement une affaire de logiciels et d'écrans. Les progrès les plus importants se font parfois dans ce qu'on ne voit pas : la chimie, les matériaux, l'énergie. C'est là que se joue une partie de l'avenir.

VOS ÉCRANS SONT-ILS EN TRAIN DE DÉTRUIRE VOS YEUX ?

On passe en moyenne sept heures par jour devant un écran. Ordinateur au travail, téléphone dans les transports, télévision le soir. Nos yeux n'ont pas été conçus pour ça. Et les conséquences commencent à être bien documentées : sécheresse oculaire, fatigue visuelle, maux de tête, troubles du sommeil. La bonne nouvelle ? Il existe des solutions simples.

Le syndrome de L'ŒiL sec

C'est le trouble le plus répandu. Quand on fixe un écran, on cligne moins souvent. Normalement, on cligne environ quinze à vingt fois par minute. Devant un écran, ce chiffre tombe à cinq ou sept. Résultat : les larmes s'évaporent, la cornée se dessèche, les yeux picotent, brûlent, rougissent. C'est ce qu'on appelle le syndrome de l'œil sec.

Ce trouble est rarement grave, mais il est très inconfortable. Il s'aggrave avec l'âge, avec la pollution, avec la climatisation. Et il touche de plus en plus de



jeunes, y compris des enfants.

La fatigUe visUeLLe nUmériqUe

Au-delà de la sécheresse, les écrans provoquent une fatigue visuelle spécifique. Les textes sont souvent petits, les contrastes insuffisants, les reflets gênants. L'œil doit accommoder en permanence, ce qui fatigue les muscles oculaires. Les symptômes sont connus : maux de tête, vision floue, difficulté à se concentrer, sensation de lourdeur.

Cette fatigue s'aggrave le soir, quand la lumière ambiante baisse et que l'écran devient la principale source de lumière. C'est pourquoi il est recommandé de baisser la luminosité de son écran le soir, et d'activer les modes « nuit » qui réduisent la lumière bleue.

La LUmiÈre BLeUe et Le sommeiL

La lumière bleue émise par les écrans est souvent pointée du doigt. En réalité, elle n'est pas dangereuse pour les yeux — le soleil en émet bien plus. Mais elle perturbe l'horloge biologique. La lumière bleue est le signal que le cerveau utilise pour savoir qu'il fait jour. En exposer le soir retarde la production de mélatonine, l'hormone du sommeil. Résultat : on s'endort plus tard, on dort moins bien, on est fatigué le lendemain.

La solution n'est pas de supprimer les écrans, mais de les éloigner du coucher. Une heure sans écran avant de dormir améliore nettement la qualité du sommeil.

Les Bonnes haBitUdes

Quelques règles simples font une vraie différence. D'abord, la règle 20-20-20 : toutes les vingt minutes, regarder pendant vingt secondes un objet situé à vingt pieds (environ six mètres). Cela permet aux muscles oculaires de se relâcher. Ensuite, cligner consciemment : prendre l'habitude de fermer les yeux quelques secondes régulièrement. Puis, positionner l'écran à bonne distance : environ cinquante à soixante-dix centimètres, légèrement en dessous de la ligne des yeux.

Il faut aussi penser à l'éclairage : éviter les reflets, ne pas travailler dans le noir avec un écran trop lumineux, utiliser une lampe d'appoint. Et bien sûr, consulter un ophtalmologue régulièrement, surtout si l'on porte des lunettes ou si l'on a des antécédents familiaux.

Les enfants, cas particULier

Les enfants sont plus vulnérables. Leurs yeux sont en développement, et ils ont tendance à tenir les écrans très près. Les recommandations internationales sont claires : pas d'écran avant trois ans, et un temps limité ensuite. Mais la réalité est souvent différente. Les parents peuvent au moins instaurer des règles : des pauses régulières, des distances minimales, pas d'écran dans la chambre.

Une qUestion de cULtUre

Au fond, le problème n'est pas l'écran en lui-même. C'est la manière dont on l'utilise. Un écran bien réglé, utilisé avec des pauses, dans un bon éclairage, n'est pas dangereux. Un écran mal utilisé, pendant des heures, dans le noir, sans pause, l'est.



LA CASBAH D'ALGER :

PORTRAIT D'UNE VILLE QUI REFUSE DE MOURIR





Il faut accepter de se perdre. C'est la seule manière d'entrer dans la Casbah d'Alger. Depuis la place des Martyrs, on gravit quelques marches, on tourne à gauche, puis à droite, et très vite les repères s'effacent. Les ruelles se resserrent, les façades se penchent, les passages couverts avalent la lumière. On entend des voix derrière les portes, des enfants qui jouent, une radio qui grésille. La Casbah n'est pas un monument que l'on visite : c'est un quartier où l'on vit, où l'on a toujours vécu, et c'est précisément ce qui fait sa force et sa fragilité.

Classée patrimoine mondial de l'UNESCO en 1992, la médina d'Alger est l'un des ensembles urbains les plus emblématiques de la Méditerranée. Mais derrière l'étiquette patrimoniale, il y a une réalité humaine : des milliers d'habitants, des familles installées depuis des générations, des maisons qui menacent ruine, des écoles, des ateliers, des commerces de quartier. Parler de la Casbah, c'est parler d'un lieu où la mémoire et la vie quotidienne ne cessent de se négocier.

Une architectUre de L'intimité

Ce qui frappe d'abord, c'est la logique de l'espace. Rien n'est rectiligne. Les maisons s'imbriquent les unes dans les autres, les terrasses se répondent, les impasses protègent. L'architecture de la Casbah est pensée pour l'intimité et pour le climat : les patios laissent entrer la lumière sans exposer les familles, les murs épais gardent la fraîcheur en été, les toits-terrasses offrent un espace de vie supplémentaire, tourné vers la mer.

Cette organisation n'est pas le fruit du hasard. Elle traduit une conception de la ville où le privé et le public s'articulent avec finesse : la rue appartient à tous, mais elle ne pénètre jamais brutalement dans la maison. Les portes cloutées, les moucharabiehs, les seuils en pierre marquent des transitions. La Casbah est un manifeste d'urbanisme vernaculaire, construit par des générations d'artisans qui ne disposaient ni de plans ni de béton, mais d'un savoir-faire transmis de main en main.

Un patrimoine soUs pression

Aujourd'hui, le tableau est plus contrasté. L'effondrement de plusieurs bâtisses, la pression démographique, le manque d'entretien et parfois l'indifférence menacent ce patrimoine. Les maisons traditionnelles, conçues pour une famille élargie, sont souvent sur-occupées. Les matériaux d'origine — chaux, pierre, bois — cèdent la place à des réparations improvisées. Certains habitants partent, d'autres restent par attachement, par manque d'alternatives, ou par fidélité à un lieu qui est aussi une identité.

Le défi n'est pas seulement technique. Restaurer la Casbah, ce n'est pas la transformer en décor pour touristes. C'est trouver un équilibre entre la préservation du bâti et le maintien de la vie sociale. Une médina sans habitants devient un musée à ciel ouvert ; une médina sans entretien devient un danger. Entre les deux, il y a une voie étroite, celle d'une réhabilitation qui associe les résidents, les artisans, les architectes et les institutions.

des initiatives qUi résistent

Malgré les difficultés, des initiatives locales existent. Des ateliers de restauration transmettent les techniques anciennes. Des associations de quartier organisent des visites alternatives, loin des circuits standardisés. Des étudiants en architecture viennent étudier sur place, mesurer, dessiner, comprendre. Des artistes y installent des ateliers, des photographes y travaillent, des écrivains y puisent des récits.

Ces initiatives ne suffisent pas à elles seules, mais elles disent quelque chose d'essentiel : la Casbah n'est pas un objet de nostalgie, c'est un terrain d'invention. On y expérimente des manières de faire la ville autrement, plus sobres, plus collectives, plus attentives au climat et aux usages. Dans un pays qui urbanise vite, la médina d'Alger constitue un laboratoire : elle rappelle qu'une ville peut être dense sans être brutal, ancienne sans être figée.

ce qUe La casBah noUs dit

La Casbah d'Alger est souvent photographiée depuis la mer, comme une tache blanche accrochée à la colline. Cette image est belle, mais elle est trompeuse : elle fige ce qui bouge. La Casbah, c'est d'abord des bruits, des odeurs, des pas, des conversations. C'est un enfant qui descend chercher du pain, une femme qui arrose des plantes sur une terrasse, un artisan qui répare une porte. C'est une ville dans la ville, avec ses codes, ses solidarités et ses tensions.

La sauver ne se fera pas par des discours solennels. Cela se fera par des toits réparés, des écoles ouvertes, des fontaines remises en eau, des jeunes qui décident d'y rester ou d'y revenir. Cela se fera aussi par un regard nouveau : cesser de voir la Casbah comme un vestige et commencer à la voir comme une leçon d'urbanisme, de sobriété et de vie collective.

Dans un monde qui construit vite et oublie encore plus vite, la Casbah d'Alger a une chose à nous dire : une ville n'est pas seulement un ensemble de bâtiments, c'est une manière d'habiter ensemble. Et cette manière, quand elle est transmise avec soin, peut traverser les siècles.











LES MANUSCRITS DU SAHARA

L'AUTRE HISTOIRE DE L'ALGÉRIE, ÉCRITE À LA MAIN

On croit souvent que l'histoire d'un pays s'écrit dans les livres imprimés, les traités signés et les monuments de pierre. Mais il existe une autre histoire, plus discrète, conservée dans des coffres de famille, des bibliothèques de zaouïas et des greniers de villages. C'est l'histoire des manuscrits du Sahara algérien : des milliers de pages écrites à la main, en arabe, en tamazight, parfois en hébreu ou en latin, qui racontent des siècles de commerce, de savoir, de foi et de voyages. Longtemps ignorés ou considérés comme des curiosités locales, ces manuscrits constituent aujourd'hui un enjeu culturel majeur. Ils posent une question simple et vertigineuse : que faisons-nous de notre mémoire quand elle n'est pas encore tout à fait déchiffrée ?

Un sahara carrefoUr pas Un désert vide

L'imaginaire occidental a longtemps réduit le Sahara à un espace vide, traversé par des caravanes et habité par des nomades silencieux. Cette vision est fausse. Pendant plus d'un millénaire, le Sahara a été un espace d'échanges intenses : sel, or, tissus, dattes, chevaux, mais aussi livres, idées, techniques et croyances. Les villes-oasis comme Tamentit, Timimoun, Ouargla, Biskra ou Touggourt n'étaient pas des haltes secondaires : c'étaient des centres de production intellectuelle, connectés aux grandes métropoles du monde musulman, de Cordoue au Caire, de Fès à Tombouctou.

Les routes caravanières transportaient des marchandises, mais aussi des lettrés. Un savant pouvait quitter le Touat pour enseigner à Kairouan, revenir avec des livres, les recopier, les commenter. Des bibliothèques privées se constituaient dans les familles de notables, de juristes, de médecins, d'astronomes. Des écoles coraniques formaient des générations de copistes. Le Sahara n'était pas une périphérie : c'était un réseau.

C'est dans ce contexte qu'il faut comprendre l'existence des manuscrits sahariens. Ils ne sont pas des objets exotiques : ils sont les traces d'une vie intellectuelle ordinaire, celle de sociétés qui lisaient, écrivaient, débattaient et transmettaient.

ce qUe contiennent ces manUscrits

Contrairement à une idée reçue, les manuscrits du Sahara ne se limitent pas à des textes religieux. On y trouve certes des corans, des commentaires, des traités de jurisprudence malikite, des recueils de hadiths. Mais on y trouve aussi des traités d'astronomie, des calendriers agricoles, des manuels de médecine, des recueils de poésie, des contrats de mariage, des actes de vente, des correspondances commerciales, des récits de voyage, des généalogies, des recettes de teinture, des notes météorologiques.

Cette diversité est essentielle. Elle montre que le savoir saharien n'était pas replié sur lui-même. Il était pratique, appliqué, connecté aux besoins de la vie quotidienne : quand semer, comment soigner, comment rédiger un acte, comment calculer une part d'héritage. Les manuscrits sont des outils, pas seulement des objets de piété. Ils témoignent d'une culture de l'écrit qui traversait toutes les couches sociales, bien au-delà des élites urbaines.

Certains textes sont d'une grande valeur philologique : copies uniques d'œuvres perdues ailleurs, variantes de textes connus, annotations marginales qui révèlent des débats savants. D'autres ont une valeur ethnographique : ils documentent des pratiques, des croyances, des savoir-faire qui ont parfois disparu. Tous, en revanche, ont une valeur mémorielle : ils disent que ces régions n'étaient pas des espaces de silence, mais des lieux de parole et d'écriture.

La fragiLité d'Un patrimoine

Le problème, c'est que ce patrimoine est extrêmement fragile. Le papier se dégrade, l'encre s'efface, l'humidité, le sable, les insectes et le feu menacent les collections. Beaucoup de manuscrits sont conservés dans des conditions précaires, dans des familles qui n'ont pas les moyens de les protéger. Certains ont été vendus, parfois à l'étranger, alimentant un marché parallèle. D'autres ont été détruits lors de conflits ou de catastrophes.

À cela s'ajoute une difficulté humaine : la transmission. Les détenteurs de manuscrits sont souvent des personnes âgées, qui ne trouvent pas de successeurs intéressés. Les jeunes générations, confrontées à d'autres urgences, n'ont pas toujours le temps ni les compétences pour s'occuper de ces héritages. Il y a donc un risque réel de perte irréversible, non pas par accident, mais par abandon.

La prise de conscience est récente. Depuis une vingtaine d'années, des chercheurs, des associations et des institutions ont commencé à recenser, numériser et étudier ces collections. Des bibliothèques ont été créées, des catalogues publiés, des formations organisées. Mais le chemin reste long. Le nombre de manuscrits recensés est encore très inférieur à ce qui existe réellement. Beaucoup de collections dorment dans des villages, inconnues des chercheurs.

nUmériser, oUi mais poUr qUoi faire ?

La numérisation est souvent présentée comme la solution miracle. Elle permet de sauvegarder une copie, de faciliter l'accès, de protéger les originaux. C'est indispensable. Mais la numérisation n'est pas une fin en soi. Un manuscrit numérisé qui n'est ni catalogué, ni étudié, ni édité, ni discuté reste un fichier mort. Le vrai enjeu n'est pas technique : il est scientifique et culturel.

Il faut des philologues capables de lire les textes, des historiens capables de les replacer dans leur contexte, des linguistes capables d'analyser les variétés d'arabe et de tamazight utilisées. Il faut des éditions critiques, des traductions, des anthologies. Il faut aussi des formats accessibles au grand public : expositions, documentaires, publications illustrées, ressources pédagogiques. Sans cela, la numérisation ne fera que déplacer le problème : au lieu de perdre les manuscrits, on perdra leur sens.



Cette question rejoint un débat plus large sur la place du patrimoine dans les sociétés contemporaines. Un patrimoine qui n'est pas transmis devient un objet de nostalgie ou de spéculation. Un patrimoine qui est transmis devient une ressource vivante, capable de nourrir la réflexion, la création, l'enseignement. La différence ne tient pas aux moyens techniques, mais à la volonté politique et à l'implication des communautés concernées.

Une mémoire partagée Une histoire connectée

Les manuscrits du Sahara algérien ne concernent pas seulement l'Algérie. Ils s'inscrivent dans une histoire régionale qui relie le Maghreb, le Sahel, l'Andalousie et le monde arabe oriental. Des textes copiés à Tamentit se retrouvent à Tombouctou ; des savants du Touat enseignent à Fès ; des traités médicaux circulent entre Marrakech et Ouargla. Cette connectivité est une richesse, mais elle implique aussi des responsabilités partagées : coopération scientifique, échanges de copies, programmes communs de recherche.

Elle invite également à dépasser les lectures nationalistes du patrimoine. Un manuscrit n'appartient pas à un seul pays : il appartient à une histoire commune, faite de circulations, de traductions, de métissages. Reconnaître cette dimension, ce n'est pas diluer l'identité algérienne : c'est au contraire la rendre plus riche, plus complexe, plus intéressante. L'Algérie n'est pas un îlot : elle est un carrefour, et ses manuscrits en sont la preuve matérielle.

qUe faire concrÈtement ?

Les pistes ne manquent pas. On peut imaginer un programme national de recensement et de numérisation, associant universités, associations et détenteurs privés. On peut créer des pôles régionaux de conservation, dotés d'équipements adéquats et de personnels formés. On peut développer des formations en codicologie, en philologie arabe et amazighe, en histoire des textes. On peut encourager les publications savantes et les médiations grand public. On peut aussi intégrer les manuscrits dans les programmes scolaires et universitaires, non pas comme des curiosités, mais comme des sources historiques à part entière.

Ces mesures supposent des moyens, mais aussi une conviction : que la mémoire n'est pas un luxe. Dans un pays qui investit massivement dans les infrastructures et les technologies, le patrimoine écrit mérite la même attention. Il ne s'agit pas de s'enfermer dans le passé, mais de comprendre d'où l'on vient pour savoir où l'on va. Les manuscrits du Sahara ne sont pas des reliques : ce sont des voix. Elles ont traversé des siècles de silence apparent, et elles attendent encore d'être entendues.



D'où viennent les cheveux blancs ? Et comment en prendre soin ?

Avec le temps, les premiers cheveux blancs finissent presque toujours par faire leur apparition. Chez certains dès 25 ans, chez d'autres beaucoup plus tard. Vieillissement naturel, prédisposition familiale, stress, tabac… Plusieurs facteurs peuvent expliquer ce phénomène.

Les premiers cheveux blancs inquiètent souvent. Ils apparaissent parfois dès la trentaine, voire plus tôt chez certaines personnes (dans l'enfance parfois). Vieillissement naturel, génétique, tabac, maladies, stress… Plusieurs facteurs peuvent expliquer cette perte progressive de pigmentation. Faut-il vraiment s'en inquiéter ? Peut-on ralentir le phénomène ? Et pourquoi certains cheveux blancs semblent-ils apparaître « du jour au lendemain » ? On fait le point avec le Dr Philippe Assouly, expert au centre Sabouraud (Hôpital Saint-Louis, Paris).

Les cheveux blancs sont-ils des cheveux « morts » ?

Contrairement à ce que l'on pourrait penser, un cheveu blanc n'est ni cheveu « mort », ni un cheveu « malade ». Il continue de pousser normalement, mais perd progressivement sa couleur au fil des années.

Pour rappel, la couleur des cheveux dépend de la mélanine, un pigment fabriqué par les mélanocytes, des cellules situées à la racine des cheveux. « Leur rôle est de transmettre le pigment aux cellules qui constituent la fibre capillaire. Elles déterminent ainsi la couleur des cheveux, mais aussi celle des poils, de la peau et de l'iris », explique le Dr Assouly.

Avec l'âge, ces cellules vieillissent et deviennent moins efficaces… Elles produisent moins de mélanine, certaines se mettent en sommeil et d'autres disparaissent totalement. Résultat : la tige pilaire se décolore peu à peu - ou parfois brutalement pour tel ou tel cheveux.

Lorsqu'il reste encore un peu de pigment, les cheveux sombres prennent une teinte grise. Et quand la mélanine disparaît complètement, ils deviennent blancs.

dr philippe assouly - dermatologue

causes : pourquoi nos cheveux deviennent-ils blancs ?

Le blanchiment des cheveux est avant tout un phénomène naturel lié au vieillissement. Mais l'âge n'est pas le seul facteur en cause. Certaines personnes voient apparaître leurs premiers cheveux blancs très tôt : avant 30 ans, voire dès l'enfance.

Comme nous l'explique le Dr Assouly : la génétique joue un rôle majeur. « Si les parents ont eu les cheveux blancs précocement, le risque est plus élevé d'être concerné à son tour ».

mais d'autres facteurs peuvent également accélérer le phénomène :



La consommation de tabac,

Des troubles de la thyroïde,

Certaines maladies auto-immunes (comme le vitiligo ou la pelade),

Une dénutrition sévère,

Certains traitements médicamenteux (plus rare).

Le stress (qui reste discuté).

Selon le Dr Assouly, le tabac augmenterait fortement le risque d'avoir rapidement des cheveux blancs. Les fumeurs auraient ainsi quatre fois plus de risques de voir apparaître leurs cheveux blancs plus tôt (canitie précoce).

Le stress peut-il vraiment faire blanchir les cheveux ?

Le sujet intrigue depuis longtemps les chercheurs, qui continuent de s'y intéresser.

« Chez l'animal, plusieurs études suggèrent qu'un stress important pourrait perturber le fonctionnement des mélanocytes. Chez l'humain, les données restent encore limitées et il est difficile d'établir un lien direct », indique le Dr Assouly.

Le dermatologue tient toutefois à nuancer : « Un choc émotionnel ou une période difficile ne fait pas blanchir toute une chevelure du jour au lendemain. C'est une légence ! Un stress chronique pourrait-il accélérer certains mécanismes liés au vieillissement, donc précipiter l'arrivée des cheveux blancs ? Cela reste aussi à démontrer ».

À quel âge apparaissent généralement les cheveux blancs ?

L'apparition des cheveux blancs varie beaucoup d'une personne à l'autre. Chez certains, les premiers apparaissent dès la vingtaine. Chez d'autres, ils n'arrivent qu'après 40 ou 50 ans.

En moyenne, on considère que les premiers cheveux blancs apparaissent autour de 30 ans, puis que 10 à 20 % de notre chevelure blanchissent à chaque décennie !

dr philippe assouly - dermatologue

Comme indiqué ci-dessus, la génétique joue un rôle important : si vos parents ont eu des cheveux blancs tôt, vous avez davantage de risques d'en avoir rapidement vous aussi.

L'âge d'apparition des cheveux blancs semble aussi varier en fonction des origines. « Les cheveux blancs apparaissent souvent au milieu de la trentaine chez les personnes d'ascendance européenne, un peu plus tard chez les personnes d'ascendance asiatique, et plutôt vers la quarantaine chez les personnes afro-descendantes », souligne le Dr Assouly.

faut-il s'inquiéter d'un blanchiment très précoce ?

Dans la majorité des cas, non. En revanche, lorsque le blanchiment apparaît très tôt, de façon rapide ou inhabituelle, mieux vaut en parler à un médecin, surtout en présence d'autres symptômes comme :

Une fatigue importante,

Une chute de cheveux,

Des plaques dépigmentées sur la peau,

Des antécédents de maladies auto-immunes.

Le médecin pourra rechercher une cause sous-jacente, comme un problème thyroïdien, une carence en vitamine B12, une pelade, un vitiligo, etc.

Pourquoi certaines personnes n'ont-elles pas de cheveux blancs ?

Certaines personnes gardent longtemps leur couleur naturelle, parfois même jusqu'à un âge avancé. Là encore, la génétique joue un rôle majeur.

« Il existe une grande variabilité d'une personne à l'autre », insiste le Dr Assouly. Il évoque une forme de « courbe de Gauss » : certaines blanchissent très tôt, la majorité entre 30 et 40 ans, et une minorité de personnes garde des cheveux colorés presque toute la vie.

Tout dépend de la vitesse à laquelle vieillissent les cellules responsables de la couleur des cheveux !

Connaissez-vous le « syndrome de

prévention : peut-on éviter ou retarder l'apparition des cheveux blancs ?

Aucun traitement ne permet actuellement d'empêcher l'apparition de cheveux blancs. Difficile de contrer la génétique et le vieillissement naturel… Mais certaines habitudes peuvent toutefois retarder leur apparition :

Arrêter de fumer,

Avoir une alimentation équilibrée,

Dormir suffisamment et gérer son stress.

peut-on arracher ses cheveux blancs ?

Rassurez-vous : arracher un cheveu blanc ne fait pas pousser plusieurs cheveux blancs à sa place. « Chaque cheveu pousse à partir de son propre follicule pileux. En retirer un n'a donc aucun effet sur les cheveux voisins », assure le Dr Assouly.

Cela dit, arracher régulièrement ses cheveux peut abîmer le follicule pileux et fragiliser la repousse. Le mieux reste donc de les couper ou de les colorer si cela gêne.

Les cheveux blancs peuvent-ils redevenir blonds, bruns, noirs ou roux ?

Dans la grande majorité des cas, non. Une fois que les cellules responsables de la couleur des cheveux cessent de fonctionner, la pigmentation disparaît durablement. Mais plusieurs travaux suggèrent aujourd'hui qu'elles pourraient être réactivées :

Lors de certains états inflammatoires locaux,

Dans certaines maladies de peau,

Après certains traitements anticancéreux,

Ou dans le cadre de mécanismes biologiques encore mal compris.

Cette repigmentation reste exceptionnelle. Le plus souvent, elle est partielle et temporaire : quelques mèches peuvent foncer, voire retrouver leur couleur initiale, sans que toute la chevelure retrouve sa couleur d'origine.

dr philippe assouly - dermatologue

Existe-t-il un traitement pour recolorer ses cheveux blancs ?

Pour l'instant, il n'existe aucun traitement capable de recolorer naturellement les cheveux blancs. « La recherche avance, mais on est encore loin d'une solution miracle », indique le Dr Assouly.

Le spécialiste appelle aussi à la prudence face aux produits vendus sur internet qui promettent de « faire disparaître les cheveux blancs naturellement ». Aucune huile, lotion, vitamine ou complément alimentaire n'a encore prouvé son efficacité pour restaurer durablement la couleur naturelle des cheveux.

Coloration, henné, mascara… Comment masquer ses cheveux blancs ?

La coloration reste aujourd'hui la solution la plus efficace pour camoufler les cheveux blancs. Il existe plusieurs techniques, avec des résultats et un entretien plus ou moins importants selon les besoins.

Parmi les options les plus utilisées :

Les colorations permanentes, qui couvrent durablement les cheveux blancs.

Les colorations ton sur ton, plus discrètes et souvent moins contraignantes.

Les sprays, poudres ou mascaras temporaires, utiles pour masquer les racines entre deux colorations.

Les hennés et colorations végétales, appréciés par certaines personnes à la recherche d'alternatives plus naturelles.

Le choix dépend de plusieurs critères, comme la quantité de cheveux blancs, la sensibilité du cuir chevelu, le résultat souhaité, ou encore le temps que l'on souhaite consacrer à l'entretien. Certaines personnes préfèrent couvrir totalement leurs cheveux blancs, tandis que d'autres choisissent simplement d'atténuer les contrastes ou d'assumer progressivement leur chevelure blanche ou grise.

Quoi qu'il en soit, « La plupart des teintures capillaires restent des produits chimiques à utiliser avec précaution, en particulier chez les personnes ayant un cuir chevelu sensible ou sujet aux irritations », rappelle le Dr Assouly.

comment bien entretenir ses cheveux blancs ?

Avec le temps, les cheveux blancs peuvent changer de texture. Ils paraissent souvent plus secs, plus épais, plus rêches ou plus difficiles à coiffer. Ce phénomène est lié au vieillissement naturel de la fibre capillaire.

Les cheveux blancs réfléchissent aussi davantage la lumière, ce qui les rend plus visibles. Et avec les années, ils peuvent jaunir sous l'effet du soleil, de la pollution, du tabac ou de certains produits capillaires.

Pour garder des cheveux blancs lumineux et en bonne santé, quelques gestes simples peuvent aider :

Utiliser des shampoings doux,

Protéger les cheveux du soleil,

Éviter les appareils chauffants trop fréquents,

Utiliser de temps en temps un shampoing violet ou bleuté pour limiter les reflets jaunes.

« Ces habitudes permettent de préserver une tige capillaire souple et brillante », confirme le Dr Assouly.

En résumé, les cheveux blancs font partie du vieillissement naturel. L'âge reste la principale cause, mais la génétique, le tabac ou certaines maladies influencent aussi l'âge d'apparition. Même si aucune solution miracle n'existe aujourd'hui pour empêcher durablement le blanchiment, adopter une bonne hygiène de vie aide à préserver des cheveux en bonne santé. Et surtout, avoir des cheveux blancs n'est ni une maladie ni un défaut : de plus en plus de personnes choisissent désormais de les assumer pleinement



LES FEMMES ET LA COURSE À PIED:
LA LIBERTÉ AU BOUT DE LA FOULÉE



Elles courent au lever du jour, le long de la corniche, dans les parcs ou sur les trottoirs de leur quartier. Elles sont étudiantes, mères de famille, cadres, commerçantes. Il y a dix ans, on les croisait rarement. Aujourd'hui, elles sont des milliers à avoir fait de la course à pied une habitude, un plaisir, parfois une passion. Un phénomène discret mais bien réel, qui transforme le rapport des femmes à leur corps, à l'espace public et à elles-mêmes.

Une pratiqUe qUi se démocratise

Longtemps, le sport de rue est resté associé aux hommes. Les femmes qui couraient attiraient les regards, parfois les commentaires. Aujourd'hui, la donne change. Les groupes de course féminins se multiplient sur les réseaux sociaux : on s'inscrit pour un footing collectif le samedi matin, on partage ses parcours, ses chronos, ses photos. Les magasins de sport proposent des collections dédiées, les clubs amateurs ouvrent des créneaux mixtes, et les événements comme les courses solidaires attirent de plus en plus de participantes.

Cette démocratisation s'explique par plusieurs facteurs. D'abord, la prise de conscience des bienfaits de l'activité physique sur la santé. Ensuite, la volonté de nombreuses femmes de reprendre du temps pour elles, dans des journées souvent saturées. Enfin, l'effet de groupe : courir seule peut intimider, courir à plusieurs rassure et motive.

Le corps, aUtrement

Pour beaucoup, la course est d'abord une reconquête. Reconquête de son corps, de son souffle, de son énergie. « J'ai commencé pour perdre du poids, raconte une mère de trois enfants. Aujourd'hui, je continue parce que je me sens forte. » Cette phrase revient souvent : se sentir forte. La course ne transforme pas seulement la silhouette, elle modifie le regard que l'on porte sur soi. Elle apprend à écouter son corps, à respecter ses limites, à progresser à son rythme.

Elle a aussi un effet sur le mental. Courir, c'est se confronter à l'effort, à la fatigue, à la répétition. C'est apprendre à tenir, à ne pas abandonner au premier obstacle. Beaucoup de femmes disent y puiser une confiance nouvelle, qui se répercute dans leur vie professionnelle et personnelle.

L'espace pUBLic en qUestion

Reste un obstacle majeur : l'espace public. Courir dans la rue, ce n'est pas anodin pour une femme. Les regards insistants, les remarques, parfois le harcèlement, constituent une réalité que beaucoup connaissent. Certaines choisissent de courir tôt le matin, d'autres dans des lieux fermés, d'autres encore en groupe pour se sentir plus sûres. Ce n'est pas une fatalité, mais c'est un frein réel.

Des initiatives cherchent à changer les choses : groupes de course féminins, sorties encadrées, campagnes de sensibilisation. L'objectif est simple : que courir dans sa ville ne soit pas un acte de courage, mais un geste ordinaire.

Un mode de vie, pas Une mode

La course à pied n'est pas une tendance passagère. Elle s'installe dans les habitudes, souvent accompagnée d'une attention nouvelle à l'alimentation, au sommeil, à la récupération. Certaines se lancent dans des défis : premier 5 km, premier 10 km, premier semi-marathon. D'autres courent simplement pour se sentir bien, sans objectif de performance. Les deux approches sont valables.

Ce qui compte, c'est la régularité et le plaisir. Les professionnels le répètent : il vaut mieux courir vingt minutes trois fois par semaine que deux heures une fois par mois. Et il vaut mieux écouter son corps que suivre un plan trop ambitieux. La progression viendra avec le temps.

Un mot poUr ceLLes qUi hésitent

Si vous pensez à vous y mettre, sachez que vous n'avez pas besoin d'être sportive pour commencer. Une paire de chaussures adaptées, une tenue confortable, et c'est tout. Commencez par marcher vite, puis alternez marche et course. Fixez-vous des objectifs modestes. Entourez-vous : une amie, un groupe, un club. Et surtout, ne vous comparez pas : votre course est la vôtre.

La course à pied ne demande pas de permission. Elle demande juste un premier pas. Et ce premier pas, beaucoup de femmes l'ont déjà fait.

LE DRESSING DE LA FEMME ALGÉRIENNE:
ENTRE TRADITION ET MODERNITÉ

Le karakou de la mariée, la robe kabyle brodée, le jean et le blazer du bureau, le survêtement du week-end, le caftan des fêtes de Ramadan. Le dressing d'une femme algérienne ressemble à un voyage entre plusieurs mondes. Il raconte une histoire : celle d'une société qui change, qui hésite, qui invente. Et contrairement aux apparences, ce n'est pas une affaire futile. La façon de s'habiller dit beaucoup de la place que l'on occupe, du regard que l'on porte sur soi et des codes que l'on choisit de suivre — ou de bousculer.

Le retoUr dUpatrimoine

On assiste depuis plusieurs années à un retour remarqué des tenues traditionnelles. Le karakou, veste brodée d'or héritée de l'époque ottomane, n'a jamais vraiment disparu des mariages algérois. Mais il s'est renouvelé : coupes plus modernes, couleurs plus audacieuses, broderies revisitées. Les jeunes mariées le portent avec fierté, parfois en première tenue, parfois en deuxième, aux côtés de la robe blanche.

Même mouvement pour la robe kabyle, la blouza oranaise, la tenue chaouie ou la melhfa du Sud. Ces vêtements ne sont plus seulement des costumes de fête : ils deviennent des marqueurs identitaires, portés lors de shootings, de festivals, de manifestations culturelles. Les créatrices algériennes s'en emparent, réinterprètent les motifs, adaptent les coupes à la vie moderne. Le patrimoine n'est plus un musée : il est un terrain de création.

Le qUotidien pratiqUe avant toUt

Au quotidien, la réalité est différente. Entre le travail, les transports, les enfants et les courses, les femmes cherchent d'abord le confort et la praticité. Le jean, le pantalon fluide, la tunique longue, le blazer : ces pièces forment la base d'un vestiaire fonctionnel, souvent complété par des pièces plus affirmées selon les occasions.

Le rapport à la pudeur varie selon les régions, les milieux et les générations. Certaines femmes portent le hijab, d'autres non, d'autres encore alternent. Il n'y a pas un modèle unique. Ce qui frappe, en revanche, c'est la liberté de plus en plus grande



dans Les choix

on peut être voilée et travailler dans la finance, non voilée et passionnée de mode traditionnelle, ou les deux à la fois selon les contextes. Le dressing devient un espace de négociation personnelle.

L'infLUence des réseaUx sociaUx

Impossible de parler de mode aujourd'hui sans évoquer Instagram et TikTok. Les influenceuses algériennes y jouent un rôle croissant. Elles montrent leurs tenues, leurs trouvailles, leurs adresses de couturières, leurs astuces pour trouver des pièces abordables. Elles créent des tendances, lancent des marques, popularisent des styles.

cette visiBiLité a des effets positifs

elle valorise la création locale, donne des idées, permet à de petites marques de se faire connaître. Elle a aussi ses limites : la course aux apparences, la pression à toujours montrer du nouveau, la comparaison permanente. Beaucoup de femmes en parlent : entre ce qu'on voit sur les réseaux et la réalité du budget familial, il y a un fossé. L'enjeu est de s'inspirer sans se perdre.

Le BUdget, Une réaLité

La mode n'est pas gratuite, et les femmes le savent. Entre les marques internationales, souvent chères, et les créations locales, parfois tout aussi coûteuses, il faut arbitrer. Les stratégies sont nombreuses : acheter en soldes, faire appel à une couturière, chiner dans les marchés, échanger entre amies, transformer d'anciennes pièces. Le « fait maison » et la seconde main gagnent du terrain, portés par une sensibilité écologique naissante.

Cette débrouillardise est une forme de créativité. Elle rappelle que le style ne dépend pas uniquement du budget, mais de l'allure, de la cohérence, de la confiance en soi.

Une mode qUi raconte Une société

Ce que porte une femme n'est jamais neutre. C'est pourquoi le sujet passionne : il touche à l'identité, à la famille, à la religion, à la modernité, à la liberté. La mode féminine algérienne est le reflet d'une société plurielle, qui cherche ses équilibres entre héritage et ouverture, entre codes collectifs et choix individuels. Et c'est peut-être là sa plus grande richesse : elle n'impose pas un modèle unique. Elle laisse à chacune la possibilité d'inventer le sien. Le dressing n'est pas une vitrine : c'est un récit personnel.

POURQUOI LES VILLES DU MONDE
deviennent foLLes de LeUrs arBres

Il y a une scène qui se répète dans les villes du monde entier : des habitants qui se battent pour sauver un arbre. À Sheffield, en Angleterre, des riverains se sont enchaînés à des platanes menacés d'abattage. À Melbourne, en Australie, la ville a créé un compte email où chaque arbre peut recevoir des lettres d'amour. À Paris, des « référendums » locaux ont été organisés pour décider du sort de certaines allées. Partout, le même constat : l'arbre en ville n'est plus un simple décor. Il est devenu un enjeu politique, sanitaire et émotionnel.

ce qUe Les arBres font à nos corps

Les chercheurs le savent depuis longtemps, mais les chiffres sont de plus en plus précis. Une étude canadienne a montré que vivre dans un quartier où il y a au moins dix arbres de plus par pâté de maisons améliore la santé perçue des habitants d'une manière comparable à une augmentation de revenu ou à une baisse de l'âge. D'autres travaux relient la présence d'arbres à une baisse du stress, de la tension artérielle, des hospitalisations pour asthme, et même à une meilleure concentration chez les enfants.

Le mécanisme est multiple. Les arbres rafraîchissent l'air, absorbent une partie de la pollution, réduisent le bruit, offrent de l'ombre. Ils créent des lieux de pause, de conversation, de jeu. Ils attirent des oiseaux, des insectes, de la vie. Dans une ville minérale, ils sont l'un des rares rappels que nous sommes des êtres vivants, faits d'eau et de souffle.

Le retoUr des forêts UrBaines

Face à ces constats, les politiques publiques changent. Des villes plantent massivement. Singapour, déjà célèbre pour sa « cité dans un jardin », continue d'intégrer la végétation aux bâtiments. Milan a lancé un programme de forêt verticale sur les tours. Paris multiplie les « cours Oasis » dans les écoles, transformées en espaces verts. Barcelone a créé des « super-îlots » où la circulation est réduite et la végétation augmentée.

L'objectif n'est pas seulement esthétique. Il est climatique. Les arbres rafraîchissent les villes, qui subissent des canicules de plus en plus fréquentes. Ils retiennent l'eau lors des fortes pluies, réduisant les inondations. Ils stockent du carbone. Ils sont une infrastructure, au même titre que les routes ou les égouts.

Les arBres ont-iLs des droits ?

La question peut sembler étrange, mais elle est débattue dans plusieurs pays. Certaines villes ont adopté des « chartes de l'arbre », qui reconnaissent aux arbres une valeur intrinsèque, indépendante de leur utilité pour l'homme. D'autres ont créé des statuts de protection, rendant leur abattage très difficile. En Nouvelle-Zélande, un fleuve a été reconnu comme une entité juridique. Pourquoi pas un arbre ?

Ces initiatives ne sont pas seulement symboliques. Elles traduisent une transformation des mentalités : la nature n'est plus un simple fond sur lequel se déroule la vie humaine. Elle est un acteur, avec lequel il faut négocier. Dans les villes, cette idée prend une dimension particulière : l'arbre est un voisin. Il a ses habitudes, ses saisons, ses blessures. Il faut apprendre à vivre avec lui.



Les Limites

Tout n'est pas rose. Les arbres peuvent poser des problèmes : racines qui soulèvent les trottoirs, feuilles qui bouchent les gouttières, allergies, branches qui tombent. Les budgets de plantation ne sont pas toujours suivis de budgets d'entretien. Certains programmes de végétalisation sont accusés de greenwashing : planter des arbres pour l'image, sans changer le modèle de la ville. Les chercheurs insistent aussi sur une chose : il ne suffit pas de planter. Il faut planter les bons arbres, au bon endroit, et les accompagner dans le temps. Un arbre jeune a besoin d'eau, de soins, d'espace. Une forêt urbaine ne se décrète pas. Elle se cultive.

ce qUe Les arBres noUs disent

Dans un monde qui accélère, l'arbre est un rappel de la lenteur. Il pousse lentement, vit longtemps, change avec les saisons. Il ne produit rien d'utile au sens économique immédiat. Il est là. Et c'est peut-être pour cela qu'il nous fascine : il incarne une autre manière d'habiter le temps.

Les villes qui aiment leurs arbres ne sont pas des villes nostalgiques. Ce sont des villes qui pensent à demain. Un arbre planté aujourd'hui sera grand dans cinquante ans. C'est un cadeau fait à ceux qui viendront. Une manière de dire : nous ne sommes pas seuls.

L'ART DE MANGER:POURQUOI LES REPAS
partagés sont Bien meiLLeUrs poUr voUs



On les croyait démodés. Les repas de famille du dimanche, les grandes tablées, les conversations qui s'étirent jusqu'au soir. On les imaginait remplacés par les plateformes de livraison, les repas rapides devant un écran, les dîners individualisés. Et pourtant, partout, le repas partagé revient. Pas seulement dans les villages ou les traditions familiales. Dans les villes, chez les jeunes, entre amis, entre voisins. Le repas est redevenu un événement.

manger seUL, Un symptÔme moderne

Les chiffres sont frappants. Dans plusieurs pays développés, une part importante des repas est prise seul. Aux États-Unis, plus d'un tiers des repas quotidiens sont consommés en solo. Au Royaume-Uni, une étude a montré que les jeunes adultes passaient plus de temps à manger devant un écran qu'à table avec d'autres. La livraison de repas, les plateformes de streaming, le télétravail : tout favorise une alimentation rapide, solitaire, fonctionnelle.

Et les conséquences sont multiples. Sur le plan nutritionnel : on mange souvent moins équilibré seul. Sur le plan social : on perd l'occasion de parler, d'échanger, de transmettre. Sur le plan psychologique : on perd les rituels, les repères, le sentiment d'appartenance. Le repas n'est pas seulement une façon de se nourrir. C'est une façon d'être ensemble.

Le retoUr des taBLées

Face à ce constat, des mouvements inverses apparaissent. Des restaurants proposent des tables d'hôtes, où l'on s'assoit avec des inconnus. Des associations organisent des repas de quartier. Des familles réinventent le « repas du dimanche », parfois à distance, avec des appels vidéo. Des jeunes créent des dîners collectifs dans des appartements, où chacun apporte un plat.

Le phénomène est amplifié par les réseaux sociaux. Des comptes Instagram et TikTok sont entièrement consacrés aux repas partagés : recettes, ambiances, tablées, conversations. Ce n'est pas un hasard : la génération qui a grandi avec les écrans semble redécouvrir la valeur de la présence. Le repas devient un espace de résistance douce à l'individualisme.

ce qUe Le repas fait à notre cerveaU

Les sciences cognitives le confirment : manger ensemble change la façon dont on mange. On mange plus lentement, on mâche davantage, on parle, on rit. On partage les plats, on goûte, on découvre. Les repas partagés sont associés à une meilleure alimentation, à un plus grand sentiment de bien-être, à des relations plus solides. Les enfants qui mangent régulièrement en famille ont de meilleurs résultats scolaires, une meilleure estime de soi, moins de troubles alimentaires.

Et ce n'est pas seulement une question d'alimentation. Le repas est un rituel social. Il marque les moments de la journée, il structure les relations, il crée des souvenirs. On se souvient rarement de ce qu'on a mangé seul. On se souvient longtemps d'un repas partagé.

Les oBstacLes

Le retour du repas partagé n'est pas sans difficultés. Les rythmes de travail, les transports, les horaires décalés rendent parfois difficile de se retrouver. Les logements sont petits, les cuisines étroites. Les familles sont dispersées. Les budgets sont serrés. Beaucoup de gens vivent seuls, et le repas partagé n'est pas toujours une option.

C'est pourquoi les initiatives collectives sont importantes. Cuisines de quartier, repas solidaires, tables d'hôtes, cafés associatifs : ces espaces offrent des alternatives à ceux qui n'ont pas de tablée chez eux. Ils rappellent que le repas partagé n'est pas seulement une affaire privée. C'est une affaire publique.

N°4542 Jeudi 12 Novembre 2026 - Prix: 20 DA - WWW.SEYBOUSETIMES.DZ

SEYBOUSE times

Quotidien indépendant d'informations générales

L'ACTUALITÉ EN TEMPS RÉEL

À Annaba, en Algérie et dans le monde

Restez informés, partout et à tout moment !



ANNABA | RÉGION | NATIONAL | ÉCONOMIE | MONDE | SPORT | CULTURE

CONSULTEZ NOTRE SITE

www.seybousetimes.dz

Scannez pour accéder au site

SEYBOUSE TIMES

L'INFORMATION EN TOUTE CONFIANCE